

Jérôme Vidal

LIRE ET PENSER ENSEMBLE

Sur l'avenir de l'édition indépendante

Les processus de concentration à l'œuvre dans le monde de l'édition font à juste titre, depuis la parution de l'important livre d'André Schiffrin, *L'Édition sans éditeurs* (Paris, La Fabrique, 1999), l'objet d'analyses et de dénonciations répétées. *Lire et penser ensemble* voudrait cependant mettre en évidence les points aveugles de cette focalisation presque exclusive sur les problèmes de concentration. Si la réalité menaçante de ces processus est certaine, le portrait valorisant de l'éditeur indépendant en « éditeur-résistant », luttant encore et toujours contre les géants de l'oligopole de l'édition, ne risque-t-il pas de se réduire à une dénonciation incantatoire, ignorante de la complexité et des ambiguïtés des transformations en cours ? Ne faudrait-il pas souligner aussi l'ouverture de la situation présente, les possibilités encourageantes qu'elle offre ? Ne faudrait-il pas surtout mettre en évidence d'autres facteurs essentiels de la transformation du monde du livre et de la lecture, facteurs qui ne sont pas réductibles aux problèmes posés par l'économie, au sens étroit du terme, de l'édition ?

Il importe au plus haut point de formuler aujourd'hui les termes d'une véritable politique démocratique des savoirs et du livre, qui s'attache en particulier aux effets de l'enseignement et des évolutions technologiques sur les pratiques intellectuelles et les pratiques de lecture, et qui, sans les négliger, ne se limite pas aux aspects plus strictement économiques des problèmes rencontrés par les éditeurs et les libraires indépendants. Pour ce faire, *Lire et penser ensemble* revient notamment, d'une part, sur « l'affaire Google Livres » et les confusions qu'elle a suscitées et, d'autre part, sur les contenus et les usages des manuels scolaires dans l'enseignement secondaire et sur la production en masse de « non-lecteurs » qui en résulte. L'enjeu de ces débats n'est rien de moins que le maintien des conditions de l'existence et du développement de la culture critique nécessaire à l'agonie démocratique.

Jérôme Vidal est co-responsable d'Éditions Amsterdam, qu'il a fondée en 2003, et membre du comité de rédaction de la revue Multitudes.

Cet ouvrage a été composé conformément à l'orthographe recommandée : www.orthographe-recommandee.info

www.editionsamsterdam.fr 7 €

ISBN 2-915547-24-6



9 782915 547245

ISSN 1767-2341



Jérôme Vidal

LIRE ET PENSER ENSEMBLE

Jérôme Vidal

LIRE ET PENSER ENSEMBLE

Sur l'avenir de l'édition indépendante
et la publicité de la pensée critique

Éditions Amsterdam

Démocratique
Éditions Amsterdam

IMPORTANT

Ce livre a été publié sous licence Creative Commons. Vous pouvez le lire, le reproduire et le diffuser librement, mais vous ne pouvez en aucun cas modifier son contenu ou en faire un usage commercial ou apparenté sans l'autorisation préalable, explicite et écrite, d'Editions Amsterdam.

Si vous appréciez ce livre, faites-le connaître et soutenez son auteur et l'équipe d'Editions Amsterdam en achetant un exemplaire chez votre libraire.

www.editionsamsterdam.fr



LIRE ET PENSER ENSEMBLE



Jérôme Vidal

LIRE ET PENSER ENSEMBLE

Sur l'avenir de l'édition indépendante
et la publicité de la pensée critique

Éditions Amsterdam



Illustration de couverture :
 Vue de Nieuw Amsterdam par Johannes Vingboons (1664)
 (Archives nationales des Pays-Bas, La Haye)



Creative Commons Deed

Les particuliers et les associations à but non lucratif sont libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public selon les conditions suivantes :

- vous devez citer le nom de l'auteur original ;
- vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales ou assimilables ;
- vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création ;
- à chaque réutilisation ou distribution, vous devez faire apparaître clairement aux autres les conditions contractuelles de mise à disposition de cette création ;
- chacune de ces conditions peut être levée si vous obtenez l'autorisation du titulaire des droits.



Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (copies réservées à l'usage privé du copiste, courtes citations, parodie...)

Pour tout usage commercial : © Éditions Amsterdam et Jérôme Vidal, 2006

jeromevidal@editionsamsterdam.fr

www.editionsamsterdam.fr • amsterdam@editionsamsterdam.fr

Siège social : 21 rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris

Adresse postale et bureaux : 31 rue Paul Fort, 75014 Paris

Tél : 01 45 41 23 33 • Fax : 08 26 69 95 02

Pour vous abonner à notre lettre d'information électronique :

info@editionsamsterdam.fr

Diffusion et distribution : Belles Lettres



Pour Oren



Le journal quotidien tenu par la romancière canadienne Mavis Gallant au cours des mois de mai et juin [1968] à Paris offre, grâce à l'acuité de ses observations, une image très vivante de la nature de l'évènement. L'auteur y note, par exemple, que les ventes de livres dans la capitale ont augmenté de 40 % au cours de ces deux mois. Cela n'a rien de très surprenant. Dans une ville où aucune école ne fonctionnait, où personne ne pouvait poster une lettre, trouver un journal, envoyer un télégramme, encaisser un chèque, prendre un bus, un métro, rouler en voiture, trouver des cigarettes, acheter du sucre, regarder la télévision ou écouter la radio publique, où l'on ne ramassait plus les ordures, où il n'était plus possible de prendre un train pour sortir de la ville, d'écouter un bulletin météorologique ou de passer la nuit dans certaines parties de la ville parce que les gaz lacrymogènes envahissaient les appartements jusqu'au cinquième étage, dans une telle ville, il était *possible* d'occuper son temps à lire. C'est ce genre de détails qui permettent de comprendre ce qui se passe au quotidien quand neuf millions de gens (si l'on prend en compte la France entière), tous secteurs professionnels, publics ou privés, confondus, depuis les vendeurs de grands magasins jusqu'aux ouvriers des chantiers navals, arrêtent tout bonnement de travailler.

Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures* (Bruxelles, Éditions Complexes, coll. Questions à l'histoire, trad. d'Anne-Laure Vignaux, 2005 p. 9-10)



SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	13
INTRODUCTION	
<i>LE DÉSIR DE LIRE ET PENSER ENSEMBLE</i>	15
CHAPITRE PREMIER	
<i>LES MANUELS SCOLAIRES ET LA FABRIQUE EN MASSE DE NON-LECTEURS</i>	35
CHAPITRE II	
<i>PENSER, C'EST TRADUIRE :</i> <i>DE LA DIFFICILE CIRCULATION DES LIVRES ET DES IDÉES</i>	51
CHAPITRE III	
<i>LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ET L'AVENIR DU LIVRE</i>	83
EN GUISE DE CONCLUSION	93
ANNEXE	
<i>UNE OFFRE ÉDITORIALE SI PEU HUMAINE</i>	97

AVERTISSEMENT

*Ce livre a été composé conformément à l'orthographe recommandée.
Pour en savoir plus : www.orthographe-recommandee.info*




REMERCIEMENTS

À l'heure où ce livre doit aller sous presse, ma gratitude et mes pensées vont à de très nombreuses personnes. Je tiens tout particulièrement à remercier ici, pour leur inspiration, leur soutien et/ou leurs encouragements : Aurélien Blanchard ; Olivier Brunot ; Sébastien Budgen ; Myriam Dennehy ; Olivier Doubre ; Joël Faucilhon ; Bruno Gendre ; Éric Hazan ; Richard Lagache ; Yann Laporte ; Alexandre Laumonier ; Jean-Marc Levent ; Marc Leymarios ; Zoran Matijevic, Franc Krek et leurs collaborateurs ; Charlotte Nordmann ; Françoise et Lucien Nordmann ; Pierre Saiah ; André Schiffrin ; Michel Surya ; Mathilde Vidal ; ainsi que toute l'équipe de Belles Lettres Diffusion Distribution.

Les propos développés dans ce livre, s'ils ont bénéficié directement ou indirectement des lumières des uns ou des autres, n'engagent cependant que leur auteur.







INTRODUCTION

LE DÉSIR DE LIRE

ET PENSER ENSEMBLE



DEPUIS QUELQUE TEMPS¹, des voix, qui commencent heureusement à se faire entendre, s'élèvent pour mettre en garde l'opinion contre les transformations actuelles du monde du livre et les menaces qui pèsent sur l'édition indépendante. Cette prise de conscience collective est salutaire, mais elle ne va pas sans certaines ambiguïtés et certains points aveugles qu'il faudrait s'efforcer de repérer. C'est à cet effort que le présent chapitre voudrait modestement collaborer. Nous proposerons donc ici à la discussion quelques remarques et quelques pistes pour la réflexion et l'action ; certaines de ces remarques seront approfondies dans les chapitres suivants. Notre hypothèse de travail est que les analyses généralement proposées des évolutions en cours se focalisent à tort, de façon exclusive, sur



1 Ce chapitre a fait l'objet d'une première publication dans un dossier consacré à la « Situation de l'édition et de la librairie » par la revue *Lignes* (n° 20, mai 2006). Je tiens à remercier Michel Surya qui, en accueillant ce texte parmi les autres articles de ce dossier, m'a permis de le soumettre une première fois à la critique de lecteurs. Il a été depuis cette première diffusion révisé et augmenté.



les phénomènes de concentration, qu'elles tendent à dramatiser à l'excès la description qu'elles proposent de la situation, et qu'en conséquence elles négligent d'autres aspects et d'autres facteurs, non moins importants, qui ne relèvent pas du seul domaine de l'économie de l'édition, mais qui ont pourtant un impact essentiel sur celle-ci. C'est à notre avis une question plus générale qu'il convient de poser pour penser le problème spécifique de l'édition dans toute son ampleur, celle du devenir actuel de notre désir de démocratie, autrement dit de notre désir de penser, de lire et d'agir ensemble pour que soient possibles d'autres modes d'existence individuels et collectifs, et que soit maximisée l'égale liberté de tous et toutes.

*

Quand on rencontre un éditeur indépendant et que l'on discute avec lui du présent et de l'avenir de l'édition, il y a de bonnes chances pour qu'il tienne un discours assez similaire à celui-ci :

Depuis quelques dizaines d'années, le visage de l'édition en France s'est profondément modifié. La concentration éditoriale, le rachat de grandes maisons d'édition par des groupes industriels à la recherche d'une rentabilité maximale à court terme, a conduit nombre d'éditeurs à considérer le livre non plus comme un outil d'émancipation au service des idées et des hommes, mais comme un produit. Or le livre est un des vecteurs les plus importants de l'expression des idées, et en cela est indispensable à la bonne santé démocratique d'un pays. Ces processus à l'œuvre en France se retrouvent à l'étranger, par exemple



INTRODUCTION

aux États-Unis et en Angleterre, où on en est arrivé à une « édition sans éditeurs ». Le sentiment d'effectuer un choix libre et personnel – acheter tel ou tel livre – devient alors bien souvent une illusion (on choisit un livre parce que les médias en ont parlé, parce qu'il est présent en librairie). Ainsi, si le nombre de titres publiés ne cesse d'augmenter, le choix réel du lecteur diminue et nombre d'acteurs de la chaîne du livre en sont réduits à une économie de misère.

Parallèlement à ces phénomènes, qui induisent une uniformisation de l'offre et sont rendus possibles par la collusion avec les médias et le contrôle de la diffusion, on constate depuis des années l'émergence d'une édition « autre » – qu'on l'appelle petite édition ou édition indépendante –, animée par des « éditeurs-résistants » et constituant un marché parallèle qui prend de multiples formes, mais se caractérise par une grande vitalité et la priorité donnée à la création.

(Adapté d'un texte de l'association « Les p'tits papiers »)

Ce discours, dans sa dimension descriptive, est, pour l'essentiel, difficilement discutable : il y a bien actuellement, pour reprendre l'expression de Janine et Greg Brémond (*L'Édition sous influence*, Paris, Liris, 2002), constitution dans l'édition et dans les médias d'un « oligopole en réseau » que commande non une logique de la rentabilité, mais une logique du profit maximal, logique à court terme qui, d'une part, entraîne l'accroissement numérique d'une production de livres appauvrie, et, d'autre part, favorise des relations de connivence entre la critique journalistique et les éditeurs ; il est de plus vrai qu'un processus similaire s'est mis en

place dans le monde anglo-américain il y a longtemps déjà et qu'il est en conséquence plus avancé. De ces évolutions particulièrement inquiétantes, Janine et Greg Brémond, mais aussi André Schiffrin (*L'Édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique, 1999, et *Le Contrôle de la parole*, Paris, La Fabrique, 2005) offrent un tableau saisissant.



Il importe de prendre la mesure du phénomène, d'alerter l'opinion (notamment les politiques, les intellectuels et les chercheurs, lesquels, quand ils ne s'en accommodent pas, semblent majoritairement ne pas bien évaluer les conséquences dramatiques que pourraient avoir à long terme ces évolutions pour la vie intellectuelle et la culture démocratique) et de travailler collectivement à la défense et au développement de l'édition indépendante. De ce point de vue, on ne peut que souscrire à certaines des propositions avancées par les auteurs susmentionnés ou encore par l'association *l'autre LIVRE* (www.editeurs-lautrelivre.net) dans *Pour l'édition indépendante* (Paris, 2005) : limitation stricte, par la loi, de la concentration, portant non seulement sur le contrôle des marchés de l'édition, mais aussi sur la diffusion et la distribution ; renforcement des dispositifs législatifs de limitation de la concentration dans les médias ; création d'un statut de maison d'édition à but non lucratif ou à bénéfices limités ; redéfinition de l'aide publique, aujourd'hui particulièrement favorable aux majors de l'édition ; financement public de fondations destinées à favoriser la création de médias indépendants et à garantir l'indépendance de certaines entreprises d'édition et de diffusion, et de certains médias ; soumission des ouvrages tombés dans le domaine public à un « droit d'auteur » de 1 % destiné à alimenter un fonds d'aide aux éditeurs et aux libraires indépendants ; allègement des charges fiscales des librairies indépendantes et mise en place



INTRODUCTION

de dispositifs permettant de préserver ces librairies des pressions exercées par les grands diffuseurs ; création par la poste d'un tarif préférentiel pour les éditeurs et les libraires. On pourra proposer en outre de définir le cadre d'un partage plus équitable du produit de la vente des livres entre éditeurs, distributeurs, diffuseurs et libraires, ou encore d'assurer la mise en place d'une véritable politique du livre et de la lecture dans l'enseignement secondaire et universitaire, politique qui s'opposerait à l'utilisation du manuel comme support privilégié de l'enseignement.

Il importe au plus haut point que les éditeurs indépendants, et tous ceux que l'avenir du livre préoccupe, s'associent et se donnent les moyens d'informer le public des menaces qui pèsent sur l'édition et d'amener les organisations politiques, du moins celles d'entre elles qui sont les plus susceptibles de le faire, à mettre en œuvre ces dispositions.



*

Si l'avenir de l'édition, au regard des évolutions évoquées ci-dessus, peut sembler particulièrement sombre, notamment en raison des graves problèmes de diffusion auxquels sont confrontés les indépendants, il est aussi important de bien voir les opportunités qu'offre à la petite édition la période actuelle. Aujourd'hui, créer une maison d'édition exige des compétences et des moyens relativement accessibles : sur le plan matériel et financier, quatre ou cinq-mille euros, un ordinateur, quelques logiciels, beaucoup de temps et quelques bons « tuyaux » suffisent pour des débuts modestes. Reste bien sûr à trouver un diffuseur satisfaisant (dont les représentants visitent un nombre significatif



de librairies), ce qui n'est certes pas une mince affaire ; un projet éditorial sérieux et ambitieux aura cependant quelques chances de convaincre un diffuseur indépendant comme les Belles Lettres. Dans ces conditions, un « petit » éditeur ayant acquis un certain professionnalisme pourra offrir à ses auteurs, du moins s'agissant de livres de sciences sociales ou d'essais critiques – qui n'atteignent que rarement des tirages très élevés –, une diffusion, mais aussi dans certains cas une visibilité médiatique, au moins équivalente à ce que pourraient leur offrir les majors. Le travail éditorial et le suivi des livres que pourra fournir un éditeur indépendant auront de plus toutes les chances d'être plus sérieux. Le seul bénéfice comparatif que pourra retirer un auteur publié par l'une des maisons d'édition appartenant à l'oligopole est un bénéfice symbolique, celui attaché aux noms de maisons d'édition qui avaient naguère des politiques éditoriales – et des politiques de traduction – plus ambitieuses ; mais cet avantage des majors est voué à disparaître petit à petit si elles maintiennent la logique de maximalisation des profits à court terme qui est la leur. Les auteurs qui ne peuvent espérer obtenir les à-valoir mirobolants qu'offrent parfois les maisons oligopolistiques (à-valoir qu'elles peinent d'ailleurs souvent à « récupérer ») auront tout intérêt à travailler avec des petites ou moyennes structures éditoriales indépendantes, véritablement soucieuses de leur travail, capables d'en mesurer la valeur et les enjeux, et d'en assurer dans de bonnes conditions la circulation, et qui n'exigeront pas qu'un livre soit « formaté », transformé en « manuel », réduit et éventuellement privé de son appareil critique ; ces auteurs pourront même profiter du prestige que certaines d'entre elles accumulent lentement mais sûrement. Du reste, être publié par un éditeur « critique » peut d'ores



INTRODUCTION

et déjà être source de profits symboliques – en plus de constituer un choix politique. L'exemple d'une maison d'édition comme Agone est de ce point de vue significatif : plusieurs personnalités du monde universitaire, appartenant il est vrai à des cercles bien déterminés (bourdieusiens), n'hésitent pas à travailler de manière privilégiée avec l'éditeur marseillais. Pour l'avenir de l'édition, pour l'avenir de la recherche, éditeurs indépendants et chercheurs ont tout intérêt à nouer une alliance durable. Il est à souhaiter que de nombreux auteurs se montreront préoccupés par le maintien à long terme de conditions favorables au développement et à la diffusion de la recherche et de la pensée critique, et choisiront de ne pas cautionner les menées des majors et de favoriser le développement d'un espace éditorial indépendant, exigeant et légitime. Les contraintes et les menaces de tout ordre qui pèsent, d'une part, sur l'édition indépendante et, d'autre part, sur la recherche devraient conduire éditeurs et chercheurs à construire ensemble de nouveaux lieux d'élaboration, d'inscription et de visibilité de la pensée vivante et critique.

Le fait est que les majors semblent à certains égards avoir entrepris de scier la branche sur laquelle elles sont assises. La preuve en est, comme le rappelle André Schiffrin dans son dernier livre, que les retours sur investissement escomptés par les nouveaux barons de l'édition sans éditeurs tardent à venir. L'appréciation des chances de succès d'un livre comporte une telle marge d'incertitude que celui qui prétendrait déterminer à coup sûr celles-ci risque fort de voir ses espoirs déçus ; il est bien entendu possible de « créer » des bestsellers, mais leur nombre ne peut, par définition, qu'être limité ; la seule échappatoire pour les majors est, en renonçant à la

fonction de sélection qui définit notamment le travail de l'éditeur, d'inonder le marché avec des livres médiocres à faible ou moyen tirage, malgré les limites évidentes de cette stratégie. Ainsi, la logique économique des majors tend non seulement à l'appauvrissement de la production éditoriale, mais elle ne permet de surcroît pas même de parvenir à la rentabilité rêvée par les nouveaux chantres du profit qui peuplent aujourd'hui les bureaux de maisons portées autrefois par d'autres logiques : les exemples de « gamelles » présentés par des éditeurs persuadés de pouvoir « faire » le succès d'un livre, ou encore de livres refusés par plusieurs grandes maisons d'édition en raison de leur caractère prétendument invendable et qui pour finir se vendent de façon honorable, voire très honorable, ne manquent pas ; c'est que les maîtres de l'édition fraîchement convertis à la recherche du profit maximum ont tendance à projeter sur les lecteurs leur propre insuffisance. Il est d'ailleurs probable que les majors ne parviendront pas à inverser facilement, quand même elles le souhaiteraient, la logique dans laquelle elles se sont enfermées : nombre d'éditeurs de talent qui travaillaient pour elles ont été remerciés ou ont dû démissionner ; la combinaison formée par l'étroitesse intellectuelle de beaucoup des « éditeurs » qui les remplacent et la culture de la rentabilité à court terme qui est la leur aujourd'hui ne pourra que difficilement être déracinée ; et il n'est pas certain que la politique de prédation développée par certaines maisons (rachat de catalogues, débauchage d'auteurs) puisse longtemps compenser les effets induits par la recherche aveugle du profit maximal. Un espace de plus en plus large se dégage donc pour l'édition indépendante ; espace il est vrai semé d'embûches, mais espace tout de même.

INTRODUCTION

*

Il ne s'agit cependant pas de dresser ici un tableau idéalisé de la situation actuelle ou de l'édition et de la librairie indépendantes. Remarquons à ce propos que l'autodésignation d'« édition indépendante » a certes une valeur descriptive, mais qu'elle a aussi pour fonction de produire une image valorisante, socialement légitimante, qui peut occulter le fait que l'édition indépendante n'est ni un isolat social ni une réalité homogène, et que les frontières qui la séparent de l'édition sous influence ne sont pas clairement définies. Il y a bien sûr d'importants bénéfices symboliques à se couler dans la représentation de « l'éditeur-résistant », et nous avons sans doute besoin de croire en de telles « illusions encapacitantes » pour aller de l'avant ; mais ces dernières empêchent aussi de travailler à transformer significativement et efficacement les choses. L'édition indépendante gagnerait beaucoup à critiquer la représentation d'elle-même qu'elle produit spontanément. Il importe donc de mettre en question cette représentation trop flatteuse de la réalité – et, réciproquement, de critiquer l'image trop simple qui est généralement proposée de son « autre » : les grands groupes et l'édition anglo-américaine. Il n'est pas question de faire ici la leçon à qui que ce soit ou de faire acte de contrition. C'est notre volonté commune de garantir l'avenir de l'édition indépendante qui devrait nous conduire à faire la critique de la réduction des bouleversements du monde de l'édition aux phénomènes de concentration.

S'agissant des frontières qui séparent les deux secteurs de l'édition distingués, on pourra s'interroger sur les relations de pouvoir dans les maisons d'édition indépendantes. Si l'édition indépendante

n'est pas telle simplement en raison de son absence d'attache à une maison mère, mais si elle l'est parce qu'elle promeut de plus en pratique une conception autre de l'organisation sociale, alors la forme réelle des relations de pouvoir au sein d'une maison d'édition est décisive. Faut-il nécessairement adhérer au portrait de l'éditeur-résistant charismatique et colérique pour assurer la coordination d'une petite maison d'édition critique, comme on pourrait le croire à considérer le paysage de l'édition indépendante ? Cette figure est-elle plus acceptable parce qu'il s'agit de maisons d'édition critiques ? Et qu'en est-il du sexisme au sein de ces dernières ? Comment se fait-il qu'aucune d'entre elles, du moins aucune de celles qui sont parvenues à acquérir une certaine visibilité, hormis les éditions Des femmes, ne soit animée par une femme ? La politique et la théorie ne seraient donc dans l'édition indépendante qu'une affaire d'hommes ? Pourquoi les collectifs qui assurent le fonctionnement de ces maisons d'édition, qu'il s'agisse de SARL, de coopératives ou d'associations, ont toujours à leur tête les mêmes personnes ? Pourquoi même ont-elles une « tête » ? On pourra aussi se demander ce qu'il en est du travail non rémunéré dans l'édition indépendante. Il est en effet des petites maisons d'édition indépendantes dont la prospérité doit beaucoup au travail des stagiaires qui s'y succèdent et que l'on prétend rétribuer par une formation plus ou moins effective. Quelle est l'importance et quelles sont les formes de ce travail non rémunéré ? Est-ce que la collaboration bénévole ou quasi bénévole à une maison d'édition indépendante est moins problématique que le recours au travail non rémunéré des stagiaires dans les grands groupes ? En quoi ce qui relève dans les grands groupes de l'exploitation relèverait-il de l'activisme dans le cas des petits éditeurs ?

INTRODUCTION

S'agissant des phénomènes de concentration, s'il est vrai que la formation d'un oligopole de l'édition va de pair avec une logique de maximalisation des profits à court terme au détriment d'une politique de la qualité et de la rentabilité inscrite dans le plus long terme, s'il est vrai que cette logique entraîne, afin de conjurer la prise de risque propre à toute entreprise intellectuelle un tant soit peu exigeante, la multiplication de produits (de livres) formatés, adaptés à ce que les « éditeurs » imaginent être les goûts et les attentes de la majorité des lecteurs, ce processus n'a pas (encore) réduit à néant la créativité de l'ensemble des maisons d'édition, y compris au sein de l'oligopole. La petite édition indépendante n'est heureusement pas le dernier bastion de la pensée et de l'esprit critique, dernier bastion où quelques partisans, à la manière des habitants d'un célèbre village gaulois, résisteraient encore et toujours à l'envahisseur. Affirmer le contraire serait se payer de mots et poser sur soi le regard de Narcisse. Il paraît en France chaque année nombre de livres de grande qualité, dont beaucoup ne sont pas à priori susceptibles d'éveiller l'intérêt d'un public très étendu, et tous ces livres ne sont pas, loin de là, publiés par des petits éditeurs indépendants. Du reste, nous sommes, aux États-Unis aussi, encore loin d'être arrivé à « une édition sans éditeurs » (évoquons en passant, à titre d'exemple, le prestige mérité, acquis en quelques années, par une maison d'édition comme Zone Books, dont le catalogue est, à tous points de vue, d'une qualité exceptionnelle). Auteurs et lecteurs ne sont pas tous devenus du jour au lendemain, malgré la coupe en règle à laquelle doit faire face le monde de la recherche et de l'enseignement, des imbéciles écervelés – et les éditeurs le savent bien, qui continuent, malgré tout, à proposer à leurs différents

lecteurs des livres d'intérêt et de qualité très variés. À l'heure où la plupart des industries tendent à abandonner la commercialisation de masse au profit d'une mercatique personnalisée, les géants de l'édition seraient d'ailleurs bien mal avisés s'ils optaient purement et simplement pour l'uniformisation.

Le problème avec les discours qui se focalisent presque exclusivement sur les phénomènes de concentration dans l'édition, outre les relents assez déplaisants d'antiaméricanisme qu'ils exhalent parfois (qui manifestent une méconnaissance de la production éditoriale et intellectuelle outre-Atlantique), est qu'ils risquent de se réduire à une dénonciation rituelle et incantatoire : ils empêchent en effet de saisir la complexité de la situation qui est la nôtre et, en conséquence, ils ne permettent pas de déterminer quels pourraient être les ressorts d'une action politique visant à la transformer. Tout ne peut être expliqué par l'invocation des phénomènes de concentration. Si ceux-ci favorisent l'uniformisation bien réelle de la production éditoriale, celle-ci n'est pas une nouveauté, mais une tendance lourde et ancienne, du reste extrêmement difficile à mesurer. Quand, dans les années soixante et soixante-dix, il suffisait d'inscrire les mots « psychanalyse » et/ou « marxisme » sur la page de titre d'un livre pour s'assurer des ventes qui feraient aujourd'hui pâlir d'envie tout éditeur, les maisons d'édition ne se privaient pas, tant s'en faut, d'user et d'abuser du procédé. Les livres de qualité devaient déjà surnager dans un océan d'écrits médiocres qui ne faisaient que surfer sur telle ou telle mode intellectuelle, comme aujourd'hui la plupart des livres sur la mondialisation ou l'altermondialisation. Il faut recevoir avec la plus extrême prudence les discours qui décrivent notre présent comme un désert culturel et éditorial.



INTRODUCTION

*

Il serait sans doute plus intéressant, par exemple, de mettre en relief la façon dont les majors, loin de simplement annihiler la créativité de l'édition et des auteurs, s'attachent par divers procédés à la capter et à la conformer à leurs exigences. Elles pourront bien sûr commencer par utiliser les petites maisons indépendantes comme des viviers et des réserves de talents, viviers qu'elles prendront même soin d'entretenir (du moins en paroles, comme Antoine Gallimard qui affirme le souhait que soit promu par divers moyens ce secteur de l'édition) et dont elles absorberont à l'occasion certains éléments, comme Flammarion les éditions Climats. Mais d'autres stratégies peuvent aussi être suivies. Les éditeurs qui accordent encore quelque importance à la publication d'ouvrages de qualité de philosophie, de sciences sociales ou d'histoire rechercheront ainsi des auteurs de talent, mais capables de se soumettre aux contraintes qu'imposent, croient-ils, l'optimisation des ventes. Créativité et uniformisation se trouveront ainsi paradoxalement liées, au détriment de la première, laquelle restera néanmoins nécessaire au processus de production éditoriale. L'éditeur pourra même se targuer de défendre une politique de démocratisation des savoirs en liant le mercantilisme qui l'anime à l'idéologie de la transparence de la signification qui pose que tout ce qui peut être dit peut être dit clairement et simplement.

Il n'est pas inutile de noter à ce propos que cette idéologie de la transparence et de la communication est souvent reprise dans les discours que tiennent quelques-uns des promoteurs de l'édition indépendante. Cet aspect de la discussion permet de faire

apparaître certaines de leurs pierres d'achoppement (précisément cette reprise de l'idéologie de la transparence) ; il permet, de plus, de saisir l'un des critères implicites du jugement porté par ces mêmes discours sur la situation actuelle de l'édition, jugement qui n'est pas simplement de fait, mais aussi de valeur : il disqualifie, le plus souvent implicitement, mais parfois aussi explicitement, parce qu'elle ne correspond pas à leurs options théoriques et politiques, une bonne partie de la production contemporaine, notamment les écrits qui relèvent de ce que l'on a pris coutume de désigner outre-Atlantique du nom de *French theory* ou de *cultural studies*, d'une qualité et d'un intérêt très variables il est vrai, mais pour une part d'une incontestable richesse qu'il serait particulièrement regrettable d'ignorer.

Ce point est l'occasion de proposer à la discussion une autre piste d'interprétation des transformations en cours, qui offre une perspective d'analyse plus large et plus complexe que le seul exposé de la formation de l'oligopole de l'édition. En quoi, donc, la dénonciation de l'absence de valeur ou du non-sens de cette production, au nom d'une exigence de clarté et de simplicité, est-elle fondamentalement problématique du point de vue qui est ici le nôtre ? Outre qu'elle est homogène à l'idéologie dont se soutiennent les éditeurs de l'oligopole – et qu'elle s'inscrit dans la perspective d'une police des discours qui vise à exclure du débat légitime certaines positions et argumentations, ce qui ne devrait pas aller de soi –, cette dénonciation a ceci de problématique qu'elle évacue la question du désir des lecteurs et qu'elle tend à faire de ceux-ci les objets passifs du marketing des éditeurs, tout en disqualifiant sans autre forme de procès des pans entiers de la

INTRODUCTION

culture dite « populaire » ou même « savante ». Posons-nous donc quelques questions. Pourquoi « désire »-t-on un livre ? Pourquoi les lecteurs présupposent-ils qu'un livre a du sens, n'est pas qu'un tissu de non-sens, et mérite d'être publié et lu ? Pourquoi un livre éveille-t-il de l'intérêt chez les lecteurs ? Pourquoi tel lecteur ne parvient-il pas à « entrer », par exemple, dans un livre de Ludwig Wittgenstein ou de Gilles Deleuze et le juge dépourvu d'intérêt et même de signification (« je n'y comprends rien », « c'est incompréhensible ») ? Pourquoi, pour prendre un autre exemple, tel autre lecteur « résiste »-t-il devant les écrits de Jürgen Habermas, grand philosophe de la communication, et juge qu'il ne s'agit que d'un galimatias dépourvu de sens ? Pourquoi sera-t-il en revanche saisi par la prose d'un Lacan, par son style et son inventivité lexicale et conceptuelle ? Ne serait-ce pas que le « sens » se définit dans la rencontre du désir d'un lecteur qui le présuppose – et, pour ainsi dire, le projette – et d'un texte doué de certaines caractéristiques, dont la détermination est elle-même problématique, cette rencontre intervenant dans des contextes changeants qui contribuent à transformer le désir du lecteur et le sens du texte, nécessairement ouvert en cela à des interprétations multiples et variables (ce qui n'exclut pas une certaine « stabilité » ou « objectivité » dont il conviendrait de penser la nature, les limites et les conditions de possibilité) ? Faut-il au contraire penser qu'il est possible de définir le sens ultime d'un texte, son noyau de sens, lequel permettrait d'en déterminer la valeur objective qui ne serait ainsi pas relative et contextuelle (chacun, selon les circonstances, trouvant ou non dans le texte l'occasion de bricoler du sens et de l'utiliser comme une boîte à outils) ? Par ailleurs, puisqu'il s'agit de défendre la



créativité de l'édition indépendante, l'idée que la pensée procède en déplaçant ou en bouleversant ses cadres établis, conceptuels, syntaxiques et rhétoriques, n'implique-t-elle pas qu'elle paraisse, du point de vue de ses cadres anciens, autrement dit du sens commun, comme un « non-sens » exigeant un lent travail d'élaboration et d'explicitation, travail qui implique que le livre dans lequel cette pensée se trouve recueillie engendre petit à petit un public qui ne lui préexiste pas – ce qui n'exclut évidemment pas la possibilité que certains jargonnent pour en imposer ou pour masquer la pauvreté de leur discours ?

Si ces questions nous importent, c'est qu'elles permettent d'inscrire dans un cadre plus large les transformations contemporaines de l'édition et de ne pas les rabattre, en opérant une réduction économiste, sur le seul problème de la concentration et de la marchandisation du livre, et sur les logiques propres à l'économie du livre. La dénonciation répétée des transformations « néolibérales » du monde de l'édition peut bien renforcer la cohésion du groupe des éditeurs indépendants, mais elle ne permet certainement pas de prendre la mesure de la situation présente et de déployer une politique à sa hauteur. Interrogeons pour commencer les critères qui nous permettent de jauger la qualité de l'édition, notamment, mais pas exclusivement de l'édition politique et de sciences sociales : un livre doit-il être avant tout et nécessairement « un outil d'émancipation au service des idées et des hommes » ? Et qui définira, si l'on adopte cette perspective utilitariste, ce qui sert l'émancipation ? Est-ce que la posture d'éditeur indépendant ou critique, notamment quand celle-ci se construit en opposition aux « grands et gros », n'engendre pas aussi ses propres aveuglements en



INTRODUCTION

matière de politique éditoriale ? Est-ce que le souci d'être identifié comme éditeur critique, d'être estampillé éditeur indépendant, ne conduit pas parfois à négliger certains types de livres et à limiter inutilement notre domaine d'intervention aux livres ayant un « cachet » critique, aux livres qui seront immédiatement reconnus comme tels ? Mais, surtout, demandons-nous pourquoi le désir des lecteurs se portait autrefois sur tel ou tel type de livres qui ne suscitent aujourd'hui qu'un intérêt résiduel ; demandons-nous aussi vers quels types de livres le désir des lecteurs s'est tourné. Ces questions nous conduisent à situer nos débats dans un contexte plus vaste, contexte que non seulement les éditeurs, mais plus généralement les différents secteurs de la gauche critique ont encore du mal à appréhender. Qu'en est-il du désir aujourd'hui, qu'en est-il du désir de démocratie ou de « révolution » ? Pourquoi nombre de nos contemporains désirent-ils la domination et le « fascisme » ? Et, s'agissant du livre, quels sont donc les ressorts de la puissance de captation et de mobilisation du désir qu'exercent le marketing et la production de « l'édition sans éditeurs » ? Pouvons-nous nous contenter de disqualifier ce désir ? Pourquoi, le cas échéant, notre puissance d'agir est-elle si limitée et pourquoi sommes-nous, nous éditeurs indépendants, comparativement si peu « désirables » ? Autant de questions auxquelles la dénonciation rituelle et exclusive du « néolibéralisme » ne permet pas d'apporter ne serait-ce que des éléments de réponse ; autant de questions auxquelles il faudra pourtant bien s'attacher si nous souhaitons déployer une politique démocratique radicale du livre et des savoirs qui ne soit pas condamnée à l'impuissance et si nous voulons que l'édition indépendante ait une réalité et un avenir.



*

Ces interrogations sembleront peut-être à certains trop allusives ou éloignées des préoccupations des éditeurs. La question de savoir comment se forment ce désir et les pratiques de lecture qui lui sont liées n'a pourtant rien d'abstrait. Cette perspective permettrait notamment d'ouvrir une réflexion sur la place et les usages du livre dans l'enseignement secondaire et universitaire. Nous avons toutes les raisons de croire que ceux-ci déterminent en grande partie le rapport aux savoirs et les désirs et les pratiques de lecture ultérieures des élèves et des étudiants. Or, les manuels scolaires utilisés – nous nous en tiendrons ici à l'exemple des manuels d'histoire du secondaire – fonctionnent de plus en plus, nous semble-t-il, comme des « non-livres », autrement dit comme des livres qui occultent, et pour cause, leurs sources bibliographiques et le travail de la pensée qui les a précédés, en particulier la dimension conjecturale et polémique de celui-ci, et qui ne suscitent pas chez leurs utilisateurs (plutôt que leurs lecteurs) le désir de circuler de livre en livre, mais qui ont pour effet au contraire de dispenser de toute lecture. Leur contenu est ainsi coupé du travail vivant des historiens, notamment dans ses aspects les plus critiques (il ignore par exemple les travaux qui lient les histoires de l'État national/social, de la nationalisation de la société, de la colonisation, de l'immigration, du monde ouvrier, de la sexualité, etc.). Cette évacuation se fait au profit d'une histoire à haute teneur idéologique, écrite du point de vue d'un État dont la fonction semble être de dompter les « masses », histoire qui vise à célébrer la « démocratie libérale », laquelle, après avoir triomphé de ses maladies infantiles, le communisme et le fascisme, et après avoir surmonté l'accident historique que serait son engagement



INTRODUCTION

colonial – comme si cette histoire lui était extérieure et ne l'avait pas façonnée de part en part – serait aujourd'hui confrontée au péril de la montée d'un islam radicalisé. De tels manuels ne peuvent que jouer le rôle d'éteignoir intellectuel pour les élèves. L'usage de ces manuels, en raison de leur forme et de la pauvreté de leur contenu, risque de détourner leurs utilisateurs de la lecture d'essais et de les empêcher de développer une pratique active de la lecture, autrement dit d'en faire des non-lecteurs. Une politique démocratique des savoirs, soucieuse de la diffusion de la pensée critique et de l'avenir du livre, devrait donc considérer comme l'une de ses priorités de transformer le contenu et l'usage de ces manuels et d'intégrer à l'enseignement un apprentissage et une pratique de la lecture d'ouvrages dans lesquels s'expose l'histoire en train de s'écrire, l'histoire vivante.

*


Parce que l'édition constitue l'un des lieux privilégiés de l'élaboration et de la diffusion d'une culture critique et démocratique, les phénomènes de concentration et d'uniformisation que nous pouvons observer, qui tendent à réduire le livre à une marchandise dont le contenu importe peu, nécessitent assurément d'être analysés et portés à la connaissance du public. La prolifération de livres médiocres et vains, substituables les uns aux autres, et les graves problèmes de diffusion qui s'ensuivent constituent une réelle menace pour l'avenir de l'édition, et il convient de se donner les moyens d'une politique qui permette de relever ce défi. Mais la dénonciation de l'oligopole en formation dans le monde de l'édition risque de se réduire à une incantation impuissante, n'ayant aucune

utilité, sinon celle d'offrir une image socialement valorisante des éditeurs indépendants, si nous n'élargissons pas et ne complexifions pas nos perspectives en situant ces transformations dans le contexte plus large des transformations de notre univers culturel et politique, notamment en assumant la question de savoir ce qu'il est advenu de notre désir de démocratie, de notre désir d'être toujours plus à penser, à lire et à agir ensemble pour que soient possibles d'autres modes d'existence individuels et collectifs.

C'est alors que l'édition pourra être véritablement une de ces vacuoles dont parle Gilles Deleuze, espace où s'interrompt le « bruit du monde » pour que puisse advenir une pensée critique portée par un désir démocratique :


On fait parfois comme si les gens ne pouvaient pas s'exprimer. Mais en fait, ils n'arrêtent pas de s'exprimer. [...] Nous sommes transpercés de paroles inutiles, de quantités démentes de paroles et d'images. La bêtise n'est jamais muette ni aveugle. Si bien que le problème n'est plus de faire que les gens s'expriment, mais de leur ménager des vacuoles de solitude et de silence à partir desquelles ils auraient enfin quelque chose à dire. Les forces de répression n'empêchent pas les gens de s'exprimer, elles les forcent au contraire à s'exprimer.

(« Les intercesseurs », *Pourparlers*, Paris, Minuit, 1990)




CHAPITRE PREMIER

LES MANUELS SCOLAIRES
ET LA FABRIQUE EN MASSE
DE NON-LECTEURS



NOUS AVONS, DANS LE CHAPITRE PRÉCÉDENT, brièvement évoqué l'enjeu essentiel que représentent – pour le livre et l'avenir de l'édition indépendante et, plus généralement, pour le maintien et le développement d'une culture critique publique – le rapport à l'intellectualité et aux savoirs et les pratiques de lecture que l'École induit chez tous ceux qui doivent, de plus ou moins bon gré, la fréquenter pendant de longues années. Nous avons aussi souligné les effets, selon nous néfastes, des manuels scolaires en usage aujourd'hui ; ces manuels, en prenant l'exemple des manuels d'histoire, nous les avons qualifiés de « non-livres », dont le contenu s'appauvrit toujours plus, et qui se substituent à la lecture de livres dans lesquels s'exposent l'histoire en train de s'écrire, autrement dit à une pensée vivante, confrontée à des problèmes véritables et susceptible de mettre en branle l'intelligence des élèves. Nous avons de plus indiqué pour finir que, selon nous, ces non-livres fonctionnent comme de véritables machines à fabriquer des non-lecteurs.





Nous voudrions maintenant revenir sur ces questions et les développer plus avant, et ce d'autant plus que ce qui tient généralement lieu de débat public sur l'École est formulé dans des termes qui évacuent la question d'une politique démocratique des savoirs. Nous avons ainsi affaire la plupart du temps dans ces débats, d'un côté, à ceux qui voudraient entraîner l'École dans une logique de marchandisation, logique qui oriente toujours plus l'École vers une mission de discipline et de police idéologiques et sociales (qui s'accommode fort bien, et même encourage, l'évident des programmes scolaires de toute pensée et de toute dimension critique – comme s'il était possible d'apprendre à apprendre sans exercer sa puissance de penser sur de vrais problèmes), et, de l'autre, des enseignants acculés à adopter une position défensive, position dont ils ne parviennent pas à sortir pour prendre l'initiative d'un projet autonome de critique et de réforme de l'École. Cette situation conduit certains enseignants, qui voient par ailleurs leur légitimité attaquée par l'institution à laquelle ils appartiennent (on se souvient notamment des déclarations aussi tonitruantes qu'imbéciles et démagogiques d'un ministre appelant à « dégraisser » le « mammoth » de l'Éducation nationale), à nourrir un ressentiment plus ou moins explicite à l'égard d'élèves dont les sépare une distance socioculturelle qui rend parfois particulièrement difficile l'établissement d'une relation pédagogique.

*

Il y aurait bien entendu beaucoup à dire sur les voies possibles d'une réforme de l'Enseignement et de la sortie de ses impasses actuelles. Le système de notation, c'est-à-dire de classification, de



hiérarchisation et, en dernière analyse, de sélection des élèves, qui vient produire, reproduire et légitimer (naturaliser) les inégalités en prétendant sanctionner les « talents » relatifs des élèves, autrement dit leurs aptitudes ou leurs inaptitudes supposées – les analyses de Pierre Bourdieu sur ce point conservent toute leur force, leur pertinence et leur valeur critique –, devrait être la première cible d'une politique démocratique de l'École et des savoirs qui se donnerait pour objectif de maximiser la puissance de penser et d'agir des élèves et de favoriser la production et la diffusion d'une pensée critique et publique. Nous faisons nôtres les vues développées à ce sujet par Charlotte Nordmann en conclusion de son *Bourdieu/Rancière : la politique entre sociologie et philosophie* :

combien d'études empiriques, combien de réflexions théoriques faudra-t-il avant qu'il ne soit pris acte du fait que les modes d'évaluation scolaire pratiqués en France ne sont peut-être pas les plus efficaces, si du moins ils ont pour but de guider la progression des élèves et d'y contribuer ? La notation est plus propre à exprimer une hiérarchie que l'acquisition progressive de compétences. Elle met en branle une dynamique affective singulière, où jouent tour à tour le mépris, l'envie, la honte et la hauteur. Faisant fond simultanément sur le narcissisme et sur l'angoisse des élèves, elle suscite des inhibitions telles qu'il est presque risible que l'on puisse encore y voir un moyen efficace de les « motiver ». Alors qu'il faudrait chercher à « être le plus nombreux possible à penser le plus possible » [selon une formule d'Étienne Balibar], on crée une situation où l'intelligence des autres est vécue comme une menace.

La conception même de l'enseignement de certaines disciplines, notamment la philosophie, le français et les langues « étrangères », devrait de plus faire l'objet d'une profonde révision. Nous nous contenterons dans ce paragraphe de quelques remarques sur l'enseignement de « la » philosophie. Celui-ci devrait, selon nous, abandonner la perspective qui est le plus souvent la sienne, celle d'une visite guidée du musée de l'histoire de la philosophie – visite guidée au demeurant parfaitement anhistorique et déshistoricisante, comme si la philosophie n'avait pas d'histoire, comme si les concepts philosophiques flottaient dans un ciel des Idées sans ancrages sociaux et spatiotemporels, travers que vient aggraver l'approche par notions privilégiée des programmes, en complète contradiction avec toute pratique philosophique digne de ce nom –, pour s'attacher à l'actualité philosophique et se recentrer sur la question de la critique, tout en problématisant le statut disciplinaire, les procédures argumentatives et rhétoriques et la valeur de vérité des discours philosophiques ; ce n'est en effet, nous semble-t-il, qu'à partir d'un tel travail sur l'actualité philosophique qu'un retour sur l'histoire de la philosophie peut s'avérer nécessaire et sensé d'un point de vue philosophique comme d'un point de vue pédagogique. Serait-il vraiment plus difficile d'introduire les élèves aux problèmes que cristallisent des concepts comme ceux de jeux de langage (Wittgenstein), de traduction radicale (Quine), de réel, d'imaginaire et de symbolique (Lacan), de différance (Derrida), de généalogie (Foucault), d'habitus et de champ (Bourdieu), de devenir (Deleuze), d'agir communicationnel (Habermas), de multitude, de puissance et de pouvoir (Negri), d'égaliberté (Balibar), de police et de politique (Rancière) ou de performatif

(Austin, Butler), que de les initier aux méandres des théories platonicienne et aristotélicienne des Formes, des méditations cartésiennes, du schématisme transcendantal kantien ou de la phénoménologie de l'Esprit hégélienne ? Quelle conception de la philosophie justifie que l'histoire de la philosophie soit tenue pour une propédeutique nécessaire à la pratique philosophique, comme si celle-ci ne se développait pas à partir de problèmes qu'elle déploie ou qui s'imposent à elle ici et maintenant ? Que la philosophie ait une histoire n'implique pas que l'étude de celle-ci constitue un *préalable* obligé à l'entrée en philosophie, sauf à en promouvoir une conception antiquaire ou muséale, et cela quand même on considèrerait que la pratique de la philosophie impose effectivement un *retour* sur son histoire et que les formes passées de la philosophie ont une actualité ou une valeur intempestive.

Nous ne développerons pas plus avant ici ces questions ; l'histoire étant, pour ainsi dire par définition, une discipline immédiatement critique et politique, nous nous concentrerons maintenant sur les problèmes spécifiques de l'enseignement de l'histoire, en développant notamment nos remarques sur la production, la nature et l'usage des manuels d'histoire du secondaire.

*

Les enseignants et les producteurs du savoir historique institutionnel (les historiens) seraient les mieux à même, sur un mode coopératif, de définir le contenu général des programmes et de réaliser les manuels correspondants. Or, force est de constater qu'aujourd'hui, si les manuels sont bien réalisés par des enseignants, des inspecteurs académiques ou des universitaires, ils le sont dans une perspective



qui n'est pas celle de la recherche historique la plus féconde, laquelle ne trouve à peu près aucun écho en leur sein. Se substitue aux cadres d'analyse et d'interprétation offerts par les meilleurs historiens un récit superficiel, « évènementiel », qui n'offre que peu de prises intellectuelles sur son objet. C'est que l'État tend à détourner l'enseignement de l'histoire de son sens pour lui faire jouer un rôle d'édification des élèves, rôle qui l'apparente de plus en plus à une leçon d'éducation civique et de morale sociale (à ne pas confondre avec l'« instruction civique », qui vise à faire connaître les institutions, leur fonctionnement et leur histoire), autrement dit à l'enseignement d'une histoire propagandiste, étatique ou officielle, visant à cimenter un consensus apolitique autour des institutions, comme s'il s'agissait pour l'École et l'histoire de venir réparer ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui, par euphémisme, « la fracture sociale » et d'assurer l'« intégration » d'élèves dont on produit pourtant activement l'exclusion par l'agitation d'un prétendu « problème immigré » et la mise en place de politiques visant à stigmatiser et à criminaliser les populations issues de l'immigration coloniale et postcoloniale.

Nous ne voudrions pas que l'on pût nous accuser de vouloir substituer une « propagande » à une autre. Nous pensons certes que les travaux, par exemple, d'un Gérard Noiriel sont infiniment plus utiles à qui veut comprendre l'histoire sociale et politique contemporaine (de la France et de ses institutions, mais aussi, plus généralement, du monde contemporain) que, autre exemple, la très volumineuse *Histoire de la démocratie libérale* publiée il y a quelques années aux PUF sous la direction de Serge Berstein ; mais il ne s'agit certainement pas pour nous de demander que Gérard Noiriel soit consacré



historien de la République, en charge des programmes scolaires. Si nous trouvons particulièrement dommageable que « l'histoire à la Sciences-po », dont Berstein, d'ailleurs auteur de nombreux ouvrages scolaires et parascolaires, est l'un des représentants les plus connus, joue en France le rôle d'histoire officielle, ce n'est pas pour lui substituer ce qui deviendrait une nouvelle orthodoxie. Non, ce que nous suggérons, c'est de permettre aux élèves d'avoir accès à la *diversité conflictuelle* des principales interprétations proposées par les différentes écoles historiques.

Que la discipline historique ne soit pas un bloc ; qu'elle soit traversée d'oppositions et de polémiques ; qu'elle mette en œuvre différentes approches, plus ou moins complémentaires ou contradictoires ; que ce soit une discipline « en mouvement », qui, par l'effet de la critique interne ou des questions que lui adresse la société, renouèle ses sources, ses méthodes et ses centres d'intérêt ; qu'elle soit en conséquence « datée » et « située » ; enfin, qu'elle soit une « politique de la mémoire » et que son statut social et épistémologique soit problématique, nous ne voyons pas pourquoi les programmes et les manuels devraient l'effacer. Gommer ces aspects de l'histoire comme discipline, c'est la déshistoriciser et lui ôter ce qui fait tout son sens et sa valeur critique : permettre de percevoir le réel *sub specie historiae* – comme fondamentalement historique, comme produit d'une histoire ou, plus exactement, comme produit de l'entremêlement de différentes histoires, aux temporalités distinctes, que viennent parfois dévier des « évènements » qui en interrompent le cours – et ainsi, à l'opposé de la téléologie plus ou moins explicite qui fait de ladite « démocratie libérale » la fin de l'histoire, contribuer à dénaturer ce réel et en révéler l'arbitraire et la contingence,



pour mieux ouvrir, ici et maintenant, la perspective d'autres modes d'existence individuels et collectifs.

Vider ainsi l'enseignement de l'histoire de ce qui en fait toute la valeur, c'est donc priver les élèves de la possibilité de faire l'expérience, libératrice et encapacitante, de l'historicité du réel historique ; c'est, de plus, se priver d'un puissant levier pédagogique. La première des choses à faire, pour remédier à l'évident des programmes et des manuels d'histoire, serait précisément d'introduire dans l'enseignement de l'histoire les livres d'histoire. Comment se fait-il que seule, de toutes les disciplines dites littéraires, l'histoire ne donne pas lieu dans l'enseignement secondaire à la lecture de livres, enfermant ainsi les élèves dans un face-à-face avec le discours du professeur et celui du manuel ? Pourquoi l'enseignement de l'histoire n'est-il pas contrapontique et ne laisse-t-il pas se répondre les différentes narrations produites par la discipline historique ? Pourquoi n'enseigne-t-on pas à l'École, ce serait la moindre des choses, à lire un livre d'histoire, puisque lire un livre d'histoire s'apprend (analyser sa table des matières, son index, sa bibliographie, ses sources, parcourir son introduction et sa conclusion, examiner son iconographie, etc., avant d'en entamer une lecture systématique et d'en comprendre les articulations et les ressorts argumentatifs) ? Ce ne serait pas trop exiger des élèves, au contraire, que de leur demander de lire chaque année, de la seconde à la terminale, un ou deux livres d'histoire de qualité et d'importance (et non ces synthèses que l'on publie à destination du public des étudiants pressés), et ainsi de leur offrir la possibilité, parfois aussi passionnante que celle de la lecture d'un bon roman, de découvrir l'histoire des historiens. De leur côté, plutôt que de tenir un discours



littéralement abstrait, c'est-à-dire coupé de la recherche historique et dépouillé de toute référence à ses sources bibliographiques et documentaires, les enseignants pourraient s'appuyer explicitement sur la littérature produite par les historiens : la présentation aux élèves d'un livre comme *La République au village* de Maurice Agulhon ou comme *La Fin des terroirs* [*Peasants into Frenchmen*] d'Eugen Weber serait par exemple assurément beaucoup plus stimulante, instructive et informative que celle du moins mauvais des manuels d'histoire. Ceux qui postulent l'incapacité des élèves, et qui ainsi la produisent ou la reproduisent et les enferment dans le cercle de l'impuissance, trouveront probablement de telles propositions extravagantes et démesurément ambitieuses ; pourtant, le fait est que ce sont les programmes et les manuels actuels, dans la mesure où ils ne suscitent pas l'intelligence et ne proposent pas d'éléments de compréhension et d'interprétation des grandes transformations de l'histoire moderne et contemporaine, qui sont infiniment difficiles à faire « passer » auprès des élèves.

*

Nous voudrions, pour illustrer et clarifier notre propos, donner l'exemple d'un aspect de la recherche historique développée ces dernières années, qui, bien que relatif à une dimension fondamentale de l'histoire des sociétés contemporaines, est, sinon évacué, du moins grandement négligé dans les manuels scolaires. Depuis la fin des années 1970, une série de recherches ont radicalement renouvelé l'histoire de la forme nation en montrant que celle-ci est une fiction, autrement dit une réalité matérielle, symbolique et imaginaire produite activement. En 1976, Eugen Weber publiait



le livre mentionné précédemment, dans lequel il montrait qu'au XIX^e siècle existait une rupture très nette entre les populations urbaines et les populations rurales de la France, ces dernières ne formant pas un ensemble homogène et n'étant pas intégrées à une communauté nationale caractérisée par l'identification de tous et de chacun à la « France ». Ce n'est que par un travail délibéré et de longue haleine que fut obtenue, par le haut, la nationalisation de la société, et que les paysans furent peu à peu « intégrés » ou « francisés », processus qui ne fut véritablement achevé qu'avec la première guerre mondiale. En 1983 paraissaient, sous la direction d'Eric Hobsbawm et de Terence Ranger, *L'Invention de la tradition*, ainsi que *L'Imaginaire national [Imagined Communities]* de Benedict Anderson et *Nations et nationalismes* d'Ernest Gellner. Le premier montrait comment les États-nations modernes en gestation ont cherché, de façon délibérée, à réinterpréter radicalement ou à inventer de toutes pièces des traditions pour se légitimer, s'inscrire dans la durée et assurer ainsi la cohésion de communautés nationales en construction. Le second s'intéressait aux conditions matérielles qui ont historiquement rendu possible l'émergence des imaginaires nationaux ; il établissait notamment que le sentiment d'appartenance nationale présuppose l'adhésion à un temps et un espace homogène et abstrait, qui n'a rien de naturel, permettant à des individus sans liens directs de « communier » les uns avec les autres, grâce à des « médiateurs » (journaux, romans, cartes de géographie, timbres...) qui confèrent un caractère concret à une identité nationale autrement abstraite. Le troisième, d'ailleurs assez contestable, voyait dans la destruction des cultures populaires des sociétés rurales entraînée par l'industrialisation, sinon l'unique,



du moins le principal moteur de la nationalisation de la société, notamment par l'élévation posthume de ces cultures au rang de cultures nationales. En 1985, paraissait *Nationalism and Sexuality* de George L. Mosse qui s'attachait, à partir d'une analyse comparée des cas allemand et britannique et de références à la situation française, à la description du lien entre nationalisation de la société, production et diffusion de normes de la respectabilité bourgeoise, redéfinition corrélatrice du partage entre normalité et anormalité, transformation des identités et des rapports sociaux des sexes, esthétisation des corps inspirée par les canons de la sculpture classique et institution d'une hétérosexualité hantée par son refoulé.

Enfin, en 1988, Gérard Noiriel publiait *Le Creuset français*, ouvrage dans lequel il montrait notamment que, loin d'être achevée à la fin du XVIII^e siècle comme le voulait Fernand Braudel, la francisation de la France a nécessité une restructuration en profondeur de l'espace intérieur défini par l'État et ses frontières, restructuration qui impliquait l'individualisation et l'assujettissement national et étatique de ses habitants, et l'institution corrélatrice du partage entre nationaux et étrangers, partage qui donnait, à travers la mise en œuvre d'une « préférence nationale », son caractère indissociablement national et social à l'État en gestation ; il montrait de plus qu'en France l'industrialisation – en raison de la résistance collective à la prolétarianisation et au déracinement, et grâce au recours à une main-d'œuvre immigrée (belge, italienne, polonaise, puis (nord-)africaine et asiatique) – avait pu avoir lieu sans prolétarianisation massive de la paysannerie, laquelle, pour une bonne part, avait pu se maintenir ou accéder au monde de la petite bourgeoisie des employés et des fonctionnaires sans passer par le monde ouvrier, assurant ainsi une

relative stabilité politique et sociale à la III^e République, processus qui fut répété aux lendemains de la seconde guerre mondiale, lors de la troisième révolution industrielle, grâce à l'action conjuguée de l'État et du patronat visant à canaliser les travailleurs immigrés vers les secteurs d'activité les plus dévalorisés que la main-d'œuvre nationale « désertait » ; il affirmait enfin que, premièrement, si la France, contrairement aux États-Unis, n'apparaît pas dans la mythologie nationale comme une nation forgée en grande partie par et à travers une succession de mouvements migratoires, et que, deuxièmement, si elle a pu faire l'économie d'une prolétarianisation massive et brutale de la paysannerie, c'est que, d'une part, l'évènement « fondateur » de la nation française (la Révolution de 1789) est chronologiquement antérieur aux mouvements migratoires contemporains des révolutions industrielles du XIX^e et du XX^e siècles et, d'autre part, que l'instauration du suffrage « universel » (limité aux nationaux de sexe masculin) a précédé l'industrialisation, rendant ainsi les élites politiques et étatiques perméables aux exigences populaires.

Ces analyses ont maintenant plus d'une quinzaine d'années et font aujourd'hui partie du « patrimoine » de la discipline historique. Qui peut, à les lire, ignorer l'éclairage cru qu'elles projettent sur la situation présente ? Qui peut ne pas percevoir combien elles permettent de dénaturiser et d'historiciser les termes de cette situation, marquée, à l'heure de la mondialisation et du postfordisme, par la crise de l'État et du compromis national/social et la promotion parallèle d'un prétendu « problème de l'immigration » (les élites politiques offrant à leurs administrés, en guise de compensation fantasmatique au démantèlement de l'État social, la perspective



CHAPITRE PREMIER

de sa refondation libérale-sécuritaire et du maintien de leur statut d'« élus » provisoirement privilégiés de l'État national) ?

*

On comprend que les « seigneurs » et les « petites mains » actuels de l'État préfèrent le brouet peu ragoutant servi par les manuels d'histoire en usage aujourd'hui à la transmission par l'École de ce patrimoine critique, qui permettrait aux élèves de mettre à distance leur subjectivation nationale et étatique, et donc leur allégeance à l'État, au profit d'une possible re-subjectivation politique et démocratique. On comprend aussi que la logique commerciale qui domine la conception et la diffusion des manuels scolaires par les groupes qui forment l'oligopole en réseau de l'édition favorise une histoire « consensuelle », écrite du point de vue de l'État, donc acritique et apolitique. Greg et Janine Brémond, qui ont été témoins des transformations récentes de l'édition scolaire, ont écrit sur ce sujet, dans *L'Édition sous influence*, des pages particulièrement éclairantes. On ne s'étonnera pas non plus que les historiens de Cour qui font profession d'écrire l'histoire légitime, « officielle », de l'État promeuvent leur propre production et que les enseignants formés à leur école fassent de même.

Tous ceux que préoccupent l'autonomie et la dimension critique de la discipline historique et tous ceux qui considèrent que l'École et l'enseignement de l'histoire ont pour vocation de favoriser la diffusion d'une culture critique publique devraient en revanche refuser la réduction de l'histoire à une leçon d'éducation civique et morale, et considérer comme un enjeu fondamental la transmission du « regard » historien et des recherches les plus profondes et



les plus fécondes que celui-ci a pu engendrer. Il est de ce point de vue particulièrement inquiétant de constater que la plupart des enseignants et des historiens, mais aussi des organisations démocratiques – associations, journaux, partis, syndicats –, aussi radicales soient-elles, se montrent si peu préoccupées de la mise en œuvre d'une politique démocratique des savoirs pour, dans le meilleur des cas, se contenter de défendre le statut des enseignants et le budget de l'Éducation, au risque de ne paraître porter que des revendications corporatistes parce que, précisément, déconnectées de toute politique démocratique des savoirs, politique qui seule peut donner son sens au service public de l'enseignement. « *Reclaim history!* » [l'histoire est à nous !] pourrait ainsi être un mot d'ordre commun aux élèves, aux enseignants, aux historiens et aux associations démocratiques dans le cadre d'une alliance cimentée par un même intérêt pour la production et la diffusion d'une pensée et de savoirs autonomes et critiques. Très concrètement, ce mot d'ordre pourrait se traduire par la mise en place de groupes d'historiens et d'enseignants qui s'attacheraient – en liaison avec les services du ministère de l'Éducation et, éventuellement, dans le cadre d'un dialogue critique avec divers groupes démocratiques – à définir les programmes d'enseignement de l'histoire dans le secondaire et à produire les manuels et les supports de cours appropriés à l'enseignement de ces programmes. Ces manuels pourraient de plus être disponibles sur l'Internet sous licence *creative commons* (libre de droits pour les usages non commerciaux), sur le modèle des logiciels *open sources*, permettant à d'autres groupes d'enseignants et d'historiens de les modifier et de les adapter comme bon leur semble, dans le respect de cadres définis avec le ministère

de l'Éducation. Enfin, chaque groupe d'enseignants et d'historiens pourrait soit éditer et imprimer lui-même le manuel qu'il aura produit, soit associer un éditeur à son travail. Un tel dispositif aurait de nombreux avantages : il permettrait une élaboration et une critique collectives, démocratiques, des manuels par leurs lecteurs et utilisateurs et par les producteurs du savoir historique ; il contraindrait les éditeurs scolaires – qui conçoivent actuellement les manuels avant tout non comme des outils pédagogiques devant assurer la transmission d'un savoir critique aux élèves, mais comme les produits d'un marchandisage conçu pour déclencher, avec l'appui de boniments, une décision d'achat chez un maximum d'enseignants – à s'inspirer de ces manuels « critiques » et « autonomes » concurrents, augmentant ainsi la qualité moyenne des manuels disponibles ; enfin, il permettrait de diminuer le prix des manuels imprimés (puisque ce prix ne viserait qu'à couvrir les coûts de réalisation et de fabrication, ainsi que la commission des diffuseurs et des libraires) et ainsi d'affecter les sommes économisées à d'autres postes budgétaires, par exemple au recrutement d'enseignants et à la titularisation du nombre considérable de travailleurs précaires de l'Enseignement (le ministère de l'Éducation est en effet l'un des employeurs qui en France recourent le plus massivement au travail précaire).

*

Ces propositions reposent sur la conviction que chercheurs et enseignants ne pourront répondre à l'offensive lancée contre l'Enseignement et la Recherche publique que s'ils abandonnent la position défensive qui est la leur pour promouvoir une initiative



autonome de critique de leurs pratiques et des institutions éducatives. Si nous avons limité pour l'essentiel nos remarques à l'enseignement secondaire, il serait nécessaire de les prolonger par des propositions relatives à l'enseignement supérieur : le recul du livre et la manuélisation des savoirs n'y sont en effet pas moins marqués. Il importe que les personnels de l'enseignement supérieur, comme ceux de l'enseignement secondaire, dont ils assurent la formation, se montrent capables de faire un pas de côté et de produire, dans la perspective d'une politique démocratique des savoirs, la critique de leurs propres pratiques, ainsi que celle des institutions qui les ont formés et auxquelles ils appartiennent et s'identifient. La légitimité dans l'espace public et donc l'efficacité politique de leur résistance en seraient sans aucun doute grandement accrues. Ces questions ne concernent cependant pas seulement les enseignants et les chercheurs : c'est tout un chacun, c'est-à-dire l'ensemble de la société, qui doit travailler à la critique et à la transformation des institutions qui gouvernent nos vies, et cela tout particulièrement s'agissant des institutions qui conditionnent la production et la diffusion des savoirs, enjeu essentiel s'il en est des luttes actuelles.





CHAPITRE II

PENSER, C'EST TRADUIRE

DE LA DIFFICILE CIRCULATION DES LIVRES ET DES IDÉES

LES DÉBATS SUR L'ÉDITION INDÉPENDANTE ET CRITIQUE et sur l'édition de sciences humaines et sociales se focalisent le plus souvent non seulement sur l'économie, mais plus précisément sur l'économie de la diffusion des livres. Ces débats traduisent l'inquiétude suscitée par la multiplication des titres et leur baisse de qualité. Nous l'avons dit, il est certain que la stratégie des groupes qui forment l'oligopole en réseau de l'édition française vise à compenser la baisse de la moyenne des ventes par la multiplication du nombre des livres édités. Il n'est pas moins certain, de plus, que cette stratégie entraîne un appauvrissement relatif de la qualité d'ensemble de la production éditoriale – même si chacune des entités réunies au sein de ces groupes peut certes encore exhiber un certain nombre d'ouvrages de valeur dont la publication ne se justifie pas dans la perspective d'une politique commerciale à courte vue – et que cette stratégie entraîne une situation impossible pour les libraires, confrontés à une production pléthorique dans laquelle il devient de plus en plus difficile d'opérer des choix informés, difficulté accrue par le manque d'espace dont dispose la critique littéraire et scientifique,



quand la pratique de l'office (du dépôt plus ou moins contraint des nouveautés chez les libraires) imposée par les grosses structures de diffusion n'interdit pas purement et simplement la possibilité même d'opérer des choix. L'édition et la librairie se trouvent ainsi engagées dans une fuite en avant ; une telle stratégie peut certes, à court terme, se justifier commercialement du point de vue de tel ou tel acteur individuel de l'économie de l'édition, mais les effets pour l'ensemble du monde de l'édition de l'adoption de cette stratégie par les plus gros d'entre eux (d'Editis à Hachette en passant par Gallimard et Albin Michel) sont catastrophiques et, littéralement, ruineux. La variété et la qualité de la production éditoriale en France sont indiscutablement menacées à moyen terme si ne parvient pas à s'imposer la mise en place d'une politique du livre ambitieuse et soucieuse de leur préservation, mue en cela par la conscience de l'importance, dans une société qui se veut démocratique et se pense telle, d'une vie intellectuelle et éditoriale riche, exigeante et diverse.

Il se trouve certes à la tête de certaines des majors de l'édition quelques amuseurs publics qui, comme MM. Nourry du groupe Hachette ou Esmenard d'Albin Michel, n'hésitent pas à déclarer, avec un aplomb et une mauvaise foi parfaitement assumés, que les petits éditeurs indépendants sont à l'origine de la situation dont elles sont pourtant clairement responsables. Les « petits » éditeurs encombrant les étals des libraires avec leur production galopante et médiocre, nous dit-on sans rire, mais avec une évidente intention comique. Nul ne doute qu'Agone, Éditions Amsterdam, Kargo, La Dispute, La Fabrique, L'Éclat, Le Croquant, Les Prairies ordinaires, Le Temps des cerises, Syllepses et tous les éditeurs réunis au

sein de lekti-écriture.com ou de la structure de diffusion Atheles envahissent les rayons des libraires ! Bel hommage à la vitalité de l'édition indépendante et critique, en vérité, que ces provocations délibérées, dont le caractère évidemment contrefactuel ne saurait échapper aux observateurs du monde de l'édition les moins prévenus contre les majors, à commencer par MM. Nourry et Esmenard. Éditeurs et libraires indépendants constituent en effet des freins à la logique monopolistique ou, si l'on préfère, oligopolistique que poursuivent M. Nourry et consorts, logique qui n'a jamais eu d'autre règle que celle du profit maximal, comme le rappelle l'historien de l'édition Pascal Fouché dans un article publié en juin 2003 par la revue *Esprit* et cité par Myriam Dennehy dans une tribune écrite en réaction aux propos de M. Nourry et publiée le 18 septembre 2006 par le journal *Libération* : « Hachette s'est construit en cherchant systématiquement à régner en maître absolu sur tous les secteurs qu'il convoite [...], partout où il peut être en situation de monopole. La logique capitaliste et politique prend le pas en toutes circonstances sur les volontés régulièrement affichées de respect de l'indépendance ou de la pluralité » (*Esprit*, juin 2003). Il semble cependant que, depuis la parution de cet article, les choses aient singulièrement et rapidement évolué. Avec l'imposition dans les maisons d'édition de contrôleurs de gestion chargés d'orienter la politique éditoriale en vue du plus grand profit, il n'est plus même question aujourd'hui de défendre du bout des lèvres l'indépendance et la pluralité ; nous sommes confrontés à un moment de vérité, de dévoilement. Que peuvent bien signifier en effet les propos de M. Nourry et le cynisme qu'ils affichent ? Rien d'autre que ce que Patrick Le Lay, le président de TF1, énonçait quand il déclarait que

l'objectif de sa chaîne de télévision était de « vendre du temps de cerveau humain disponible » à Coca-Cola. Il ne faut pas voir là une maladresse, une « gaffe », un « dérapage » ou un aveu involontaire, mais bien plutôt un signe des temps, une déclaration sur la conception que se font Nourry et ses pairs de la situation actuelle et des rapports de force en jeu, déclaration dont chaque terme a été pesé et soupesé avec soin. Au fond, Nourry, Esmenard et Le Lay ne nous disent pas autre chose que ce que Guy Debord (inversant une formule de Hegel) affirmait de la « société du spectacle » : dans le monde réellement renversé du spectacle, le vrai est un moment du faux. Autrement dit, la description des logiques mercantiles à l'œuvre dans l'édition est impuissante à changer ces logiques ; le « vrai » importe peu, il ne saurait constituer le point d'appui d'une résistance ou d'une critique ; le « vrai » sert bien plutôt à étendre et à intensifier le règne du « faux » ; la domination des grands barons de l'édition est telle, et leur sentiment de toute-puissance si total, qu'il leur est non seulement possible aujourd'hui d'exposer sans fard les principes qui guident leur action, mais que l'énonciation de ces principes (fut-ce, comme chez Nourry et Esmenard, sous la forme d'une pitrerie) est même exigée par la poursuite de leurs fins. Ainsi, leurs déclarations relèvent à la fois de la description brute des faits (« nous sommes en train d'écraser ou d'étouffer tous ceux qui entravent notre marche vers la constitution d'un monopole sans reste »), de la menace ouverte (« vous qui ne vous pliez pas à notre loi, nous vous écraserons ou nous vous étoufferons ») et de la prophétie autoréalisante (la description explicite de la logique poursuivie et la menace adressée aux éditeurs indépendants contribuent à la réalisation des objectifs poursuivis). Le message

est clair, on ne peut plus clair, et Myriam Dennehy est tout à fait justifiée de le traduire par la formule (ironique sous sa plume) : « Mort aux petits éditeurs ! » Tenons-le-nous donc pour dit. Et tirons-en les conséquences.

La peur, les jérémiades ou les dénonciations incantatoires ne sont cependant pas ici de mise. Le dynamisme et la créativité des petits éditeurs indépendants sont aussi des réalités et peuvent assurément servir de leviers à une controffensive sur les terrains politique, culturel et économique. La condition *sine qua non* d'une telle controffensive est l'élaboration d'une volonté commune des éditeurs et des libraires indépendants en vue d'une action collective. Il importe aujourd'hui qu'éditeurs et libraires indépendants, au-delà de ce qui dans leurs analyses, leurs sensibilités et même leurs intérêts peut les opposer, définissent en commun des objectifs et une stratégie, et qu'ils se donnent les moyens de la mise en œuvre de cette stratégie et de la réalisation de ces objectifs. La réunion d'états généraux et la constitution d'une coordination permanente de l'édition et de la librairie indépendantes – éditeurs et libraires indépendants doivent absolument œuvrer de concert – sont un préalable. La rédaction d'une plateforme de revendications et la création d'un groupe de pression capable d'intervenir à la fois dans l'espace public et auprès des institutions concernées devront rapidement suivre. De nombreuses initiatives vont déjà dans ce sens, comme celles, remarquables, des associations Les p'tits papiers et *l'autre LIVRE* (cette dernière a d'ailleurs déjà réuni à Paris en 2005 des premiers états généraux de l'édition indépendante), ou encore celle lancée par Joël Faucilhon à travers lekti-écriture.com.



La réflexion de fond étant avancée parmi les éditeurs et les libraires indépendants, un certain nombre de propositions allant toutes plus ou moins dans le même sens ayant déjà été formulées par les uns et les autres, il devrait être possible d'entrer dans une phase « activiste » dans des délais relativement courts. On trouvera dans le premier chapitre de ce livre la reprise de quelques-unes de ces propositions. Elles nécessitent d'être discutées, développées, amendées et complétées afin de les imposer dans le débat public en lieu et place des considérations des « épiciers » et des marchands d'armes qui voudraient imposer leur contrôle total sur la production et la diffusion des livres en France.

Dans les pages qui suivent, nous n'insisterons pourtant pas sur ces problèmes. D'autres l'ont déjà fait avec vigueur et précision. Il nous semble important en revanche d'insister sur d'autres aspects de la situation présente de l'édition. Dans cette perspective, nous nous sommes efforcés dans le chapitre précédent de déterminer les effets de l'École et de l'usage des manuels scolaires sur les pratiques de lecture et le rapport aux savoirs et à l'intellectualité des individus qu'ils contribuent à former. Nous nous attacherons maintenant à l'analyse d'autres conditions institutionnelles et culturelles de la diffusion du livre (qui ont bien sûr aussi, nous ne l'ignorons pas, un versant économique). La question de la traduction (au sens courant et restreint du terme : la traduction d'un livre d'une langue dans une autre) et celle de la critique (l'effort collectif et public pour déterminer le sens et la valeur – en un mot : la contemporanéité – d'un livre) vont ainsi constituer le centre des propos qui suivent. L'enjeu de cette discussion devrait à notre avis constituer le point de focalisation des débats en cours : c'est en effet le cœur même d'une





CHAPITRE II

politique démocratique des savoirs et du livre que nous abordons, politique que l'on pourrait aussi dire de la transmission, ou, mieux, de la traduction, la signification de ce dernier terme étant ici élargie de manière à prendre acte du fait que, pour une bonne part, penser c'est traduire, c'est créer du nouveau par un travail de déplacement et de recontextualisation des savoirs¹.

*

La France est probablement l'un des pays du Premier-Monde intellectuellement les plus provinciaux et les plus fermés sur eux-mêmes. C'est sans doute aussi l'un des pays où le cloisonnement disciplinaire est le plus marqué, où le travail de la pensée semble le plus contraint de se couler dans des disciplines et des routines intellectuelles qui interdisent la circulation d'un domaine du savoir à l'autre et à fortiori le brouillage des frontières disciplinaires. L'indiscipline n'est selon toute apparence pas une vertu qui se décline en français. C'est sans doute, enfin, l'un des pays où les chercheurs et les intellectuels ont le plus de mal, depuis le triomphe éditorial et médiatique de la réaction thermidorienne qui a suivi l'effervescence indissociablement intellectuelle et politique des années 1960 et 1970, à mettre en question les conditions et les effets institutionnels, idéologiques et politiques de la production et de la circulation des savoirs. Aux rigidités héritées de la nationalisation et de l'étatisation de la société et des lieux de production des savoirs

1 On pourra utilement s'inspirer, pour élaborer les termes d'une politique de la langue et de la traduction, de la réflexion développée par Renée Balibar dans *L'Institution du français, Essai sur le colinguisme des carolingiens à la République* (PUF, Paris, 1985).



au XIX^e siècle, nationalisation et étatisation dont nous sommes loin d'être revenus – l'École et l'Université restent fondamentalement « françaises » –, s'ajoutent, entre autres causes majeures de cette clôture intellectuelle, la résistance dont a fait montre, dans son ensemble, la société à l'analyse de son passé/présent colonial et postcolonial, le travail actif d'enfouissement dont la mémoire et le sens de Mai 1968 ont fait l'objet et le refus persistant, au nom de « l'universalisme », des mouvements minoritaires (féministes, gays, lesbiens, trans, postcoloniaux, etc.) – qui ont justement pour caractéristique commune de mettre en question l'imbrication des formes de savoir et de pouvoir et leur institutionnalisation.

Rien d'étonnant à ce que, dans ces conditions, les *cultural studies*, les *postcolonial studies* ou encore les *gender studies* soient à peu près totalement ignorées en France, ignorance que contribuent à révéler et entretenir les représentations caricaturales de ces recherches qui sont fréquemment proposées de ce côté de l'Atlantique, ignorance qui repose pour une bonne part, comme Alexandre Laumonier le soulignait dans une tribune publiée par *Le Monde des livres* daté du 8 septembre 2006 et reproduite en annexe du présent ouvrage, sur la méconnaissance et le mépris des diverses formes de la culture dite « populaire ». Rien d'étonnant aussi à ce que, au moment où les chercheurs français découvrent avec des décennies de retard « la question postcoloniale » (en rattachant cette expression à des approches et des analyses rebattues et paresseuses – comme l'étude de la continuité entre les représentations de « l'indigène » et de « l'immigré », dont les résultats sont des plus prévisibles, ou le constat que la colonisation a marqué la vie politique et culturelle de la France et que les populations issues de l'immigration

proviennent pour une bonne part des anciennes colonies...), les meilleurs travaux sur l'histoire contemporaine et l'histoire coloniale de la France soient écrits par des universitaires anglophones comme Kristin Ross. Rien d'étonnant encore à ce que nombre d'historiens n'aient réagi à l'émergence d'un mouvement comme celui des Indigènes de la République que par une protestation aussi détestable que ridiculement corporatiste contre les errements et les empiètements intolérables sur leur territoire que représentait selon eux ce mouvement. Rien d'étonnant non plus au désarroi et à l'incompréhension suscités par la révolte des banlieues de novembre 2005 chez beaucoup d'universitaires, incapables d'adopter une posture plus appropriée que celle de l'entomologiste ou de l'anthropologue colonial et de porter sur ces événements un regard un tant soit peu politique. Rien d'étonnant enfin à ce que d'éminents universitaires se soient installés dans le rôle de gardiens de « l'ordre symbolique » alors même que les mouvements gai et lesbien révélaient le caractère arbitraire et contingent de celui-ci, et bousculaient les savoirs dont il se soutient.

Il convient aujourd'hui de repolitiser la question de la production et de la circulation des savoirs, d'« ouvrir » l'École et l'Université et de les « dénationaliser ». Il convient aussi de remettre en question de façon radicale les découpages disciplinaires – ce qui ne signifie pas en proclamer naïvement, sans autre forme de procès, la péremption. Il convient, autrement dit, d'engager les lieux institutionnels de production et de diffusion des savoirs (École, Université, centres de recherche, maisons d'édition) sur la voie d'une politique démocratique de la « traduction » des savoirs.



Quels objectifs concrets se donner pour parvenir à cette fin ? Ouvrir l'Université aux formes non institutionnelles et non académiques de production des savoirs, accepter d'accueillir au sein de l'Université autrement que comme des « objets » les producteurs de savoir que sont par exemple les usagers de drogue, les personnes prostituées, les activistes des mouvements minoritaires, les migrants, les précaires, les associations de malades, les prisonniers... ce qui implique d'abandonner le mythe d'une « rupture épistémologique » qui conférerait aux savoirs académiques le statut de sciences autonomes, d'isolats sociaux idéalement dégagés de toute dimension idéologique ou politique (ce qui ne veut certainement pas dire que ces savoirs ne doivent pas se préserver des problématiques socialement ou médiatiquement imposées, problématiques que ces savoirs devraient au contraire contribuer à déconstruire – comme l'idée qu'existerait un « problème de l'intégration » ou un « problème immigré » –, ce qu'ils feront d'ailleurs d'autant mieux qu'ils seront articulés aux savoirs sociaux et politiques non académiques et qu'ils s'attacheront à la mise en question des conditions et des effets institutionnels et idéologiques de leur propre production). Contrairement à ce que semblent suggérer Pierre Bourdieu ou encore Gérard Noiriel dans ses écrits sur l'épistémologie de l'histoire et sur l'histoire des intellectuels (qui diffèrent considérablement de la perspective d'une démocratisation de la discipline historique qu'ouvrait la conclusion de son *Creuset français*), le problème pour les savoirs universitaires, et plus particulièrement pour l'histoire et les sciences sociales, n'est pas d'ériger autour d'eux une clôture, censée assurer leur autonomie, mais de penser et d'organiser de manière critique leur inscription dans le monde social et de refuser, d'une



part, le rôle d'« experts » ou d'« éminences » que l'État et les médias les poussent à jouer et, d'autre part, la dépossession de la parole des « subalternes » qui s'ensuit. Comment traduire les savoirs sociaux autonomes au sein de l'Université ? Comment traduire les savoirs académiques au sein du monde social ? Quels effets pourront bien avoir ces traductions sur leur objet et leur lieu ? Comment défaire la monopolisation et la dépossession intellectuelles ? Comment intensifier la dimension critique des savoirs académiques ? Comment défaire la figure de l'« intellectuel » ou de l'« expert » dans laquelle les chercheurs se coulent trop volontiers ? Voilà des questions que nous, universitaires, critiques et éditeurs, devons nous poser, en théorie et en pratique.

Dans la perspective d'une politique de traduction des savoirs, l'apprentissage des langues étrangères, d'une qualité déplorable en France, devrait bien entendu aussi constituer une priorité. Il est tout à fait navrant de constater que nombre de chercheurs ne peuvent prendre connaissance de la production de leurs collègues étrangers, faute d'avoir une maîtrise suffisante d'autres langues que la leur (un exemple frappant en est l'absence presque totale dans les travaux d'un Pétré-Grenouilleau sur la traite négrière de références à la très riche littérature sud-américaine sur le sujet ; mais il est vrai que l'ouvrage publié récemment par cet historien aux éditions Gallimard ne comporte pas même de bibliographie). Il serait aussi souhaitable que l'Université accueille en nombre, comme enseignants et chercheurs résidants et invités, des étudiants et universitaires étrangers, du Tiers-Monde aussi bien que du Premier-Monde, et que les étudiants et les universitaires français puissent passer plus de temps hors des frontières de l'Hexagone,



par exemple dans le cadre d'échanges interuniversitaires facilités et encouragés.

*

La question de la traduction, au sens courant du terme, est bien sûr ici fondamentale. Le défaut d'attention aux problèmes de traduction (et donc à l'importance de la langue et de l'écriture) est malheureusement la règle plutôt que l'exception chez les chercheurs, les critiques et les éditeurs. Un bon indice en est l'absence fréquente, dans les bibliographies rédigées par les auteurs d'ouvrages de sciences sociales, d'histoire et de philosophie, de la mention du nom des traducteurs. De même, il est rare que les critiques s'attardent sur le style, la qualité et les partis pris des traductions dont ils proposent des recensions ou des comptes rendus, y compris s'agissant d'œuvres littéraires – il est vrai qu'il est presque tout aussi rare que soit évoquée la poétique, c'est-à-dire l'éthique ou la politique de la langue, des ouvrages scientifiques ou de fiction rédigés directement en français.

Il est ainsi remarquable qu'aucune des recensions ou des critiques journalistiques publiées à l'occasion de la parution en France des livres de Judith Butler ne mentionne les nombreux problèmes que pose leur traduction. Comment traduire par exemple le concept d'*agency*, central dans ces livres comme dans la plupart de ceux des théoriciens des *gender* ou *postcolonial studies* ? Faut-il en français parler d'agir, d'action, d'agence, de capacité d'agir, de puissance d'agir ou d'agentivité ? Et pourquoi pas même substituer à ce terme l'expression de *potentia agendi*, si cruciale dans le dispositif théorique de Spinoza, et qui dans ce dispositif cristallise des problèmes



très similaires ? Ou encore renoncer purement et simplement à traduire *agency* ? Que penser du fait que le vocabulaire théorique et politique français ne fournit pas d'équivalent évident de ce mot ? C'est sans doute le signe que les logiques politiques d'*empowerment* (d'« encapacitation » ou d'« empuissancement », c'est-à-dire de maximisation de la puissance d'agir individuelle ou collective) sont largement ignorées par la culture théorique et militante française, cette dernière étant assez généralement appariée à l'État et ancrée dans des logiques institutionnelles d'expertise étatique et de victimisation. Les questions de traduction rejoignent ici les questions théoriques et politiques les plus brûlantes et deviennent *des questions de traduction politique et culturelle*, comme celle de savoir quels sont les conditions et les effets, nécessairement ambigus, de la recontextualisation de la théorie queer en France. Repérer ces problèmes aurait permis aux critiques qui ont rendu compte de livres comme *La Vie psychique du pouvoir*, *Le Pouvoir des mots* et *Trouble dans le genre* de ne pas en « rater » le sens et d'en mesurer toute l'importance et l'originalité.

*

S'agissant de la question de la traduction, au sens restreint comme au sens large, les éditeurs ont une responsabilité considérable. Leurs politiques de traduction sont un révélateur des logiques qui commandent leur travail. Comment expliquer par exemple qu'une maison d'édition telle que La Découverte, du groupe Eeditis, n'ait pour ainsi dire pas de réelle politique de traduction ? Cette maison, « héritière » des éditions Maspero, et dont le fonds est des plus précieux pour tous ceux que préoccupe l'articulation de la

recherche universitaire et d'une pensée critique renouvelée, publie bien chaque année quelques traductions, dont certaines sont d'importance ; mais, sans même parler du nombre réduit de ces traductions, bien heureux en effet celui qui pourrait discerner dans le choix des titres traduits une cohérence, une politique. La chose est d'autant plus dommageable quand la publication de manuels comme le par ailleurs intéressant *Introduction aux cultural studies*, publié par Armand Mattelard et Erik Neveu dans la collection Repères, vient se substituer à celle d'ouvrages de cet important domaine de recherche, renforçant ainsi la manuélisation des savoirs au détriment de leur traduction. La Découverte aurait pourtant été bien placée pour jouer dans le champ de l'édition, sans trop de risques commerciaux, le rôle de pionnier et de passeur entre la France et l'univers, riche et varié, de la théorie critique qui s'est épanouie ces dernières années, notamment aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Inde et dans l'ensemble de l'Asie. Mais il est vrai que l'équilibre entre recherche de la rentabilité ou du profit et exigence éditoriale est difficile à trouver.

On pourra mesurer aussi le désintérêt de la plupart des éditeurs français pour la traduction, particulièrement dans le domaine des sciences sociales, au regard de la médiocre qualité de beaucoup des traductions proposées. Les manquements dans la formation et le recrutement des traducteurs (et le montant de leur rémunération) n'expliquent pas tout. Il arrive couramment que les éditeurs fassent mettre en page et imprimer des traductions sans véritablement les reprendre, abandonnant ainsi au traducteur et, dans le meilleur des cas, à quelque relecteur improvisé et pressé, toute la responsabilité d'un travail qui ne peut souvent, étant donné la difficulté de certains



CHAPITRE II

textes, qu'être collectif et de longue haleine. Pour remédier dans la mesure du possible à ces problèmes, il serait heureux que le CNL (le Centre national du livre), ou, mieux, une association de traducteurs, organisât un système d'accréditation ou d'attribution d'un « label » aux traducteurs ayant démontré leurs compétences, label qui leur permettrait d'exiger un niveau de rémunération décent et qui figurerait, gage de qualité, à côté de leur nom sur la page de titre de leurs traductions.

*

Le CNL, que nous venons de mentionner, aurait bien sûr un rôle essentiel à jouer dans la perspective d'une relance de la politique institutionnelle de la traduction. Cet organisme, sans équivalent dans la plupart des pays, joue déjà un rôle considérable de soutien aux éditeurs et à leurs projets de traduction. Depuis 1957, l'aide financière que cette institution leur apporte et le dévouement de ses équipes ont grandement contribué à la réalisation de très nombreuses entreprises d'édition et de traduction particulièrement judicieuses et nécessaires. Sa réforme, rendue aujourd'hui indispensable par la transformation de l'économie de l'édition et du contexte culturel français, pourrait cependant accroître de manière importante les bénéfices que la collectivité retire de son action et corriger certains des dysfonctionnements dont elle est affectée. Le Conseil d'État a, il y a quelques années, vertement critiqué la gestion de ses ressources (notes de frais abusives, dépenses inutiles et excessives, absence de suivi des remboursements de prêts...) et l'opacité des mécanismes et des critères qui président à l'attribution de ses aides. Une étude réalisée en 1994 par un cabinet d'audit



privé a abouti à des conclusions semblables, s'agissant notamment de l'opacité des critères d'attribution des aides.

Aujourd'hui, avec le tarissement relatif de l'une de ses principales sources de financement, une taxe prélevée sur la vente des appareils de reprographie, se pose avec acuité la question de savoir comment lui assurer un budget dont l'importance lui permette de remplir sa mission. Et ce d'autant plus que, si sa capacité d'intervention annuelle n'est pas négligeable (21 millions d'euros en 2005), elle est très loin d'être à la hauteur de ce qui serait minimalement nécessaire au financement d'une politique publique ambitieuse de création et de soutien à l'édition indépendante, dont l'aide à la traduction serait l'un des axes majeurs. Plusieurs solutions, qui ne sont pas exclusives, peuvent être envisagées.

La première d'entre elles consisterait à réserver aux éditeurs indépendants de petite et moyenne dimensions les aides allouées. Il n'y a en effet aucune raison à ce que l'État ou une institution comme le CNL subventionne, directement ou indirectement, les grands groupes de l'édition qui, par leur position hégémonique, leur importance économique, les pratiques commerciales qui sont les leurs, le contrôle qu'ils exercent sur une très grande partie des médias et leurs ressources financières, bénéficient déjà, vis-à-vis des éditeurs indépendants, d'un immense avantage concurrentiel, alors même que ces derniers sont bien souvent porteurs de projets éditoriaux, notamment en matière de traduction, bien plus courageux, novateurs et commercialement risqués, projets qui apparentent leur activité à une véritable mission de service public. L'État pourrait par ailleurs, pour les mêmes raisons et dans

la même perspective, augmenter de manière significative les crédits qu'il alloue au CNL. Il est vrai que la tendance est aujourd'hui, au détriment de l'avenir et au nom d'une politique à courte vue de désendettement et de limitations des dépenses, au désengagement financier de l'État, lequel renonce petit à petit à investir comme il le devrait dans l'École, l'Université, la recherche et les bibliothèques, institutions qu'il soumet d'ailleurs à une férule très comparable à celle que les majors, à travers leurs contrôleurs de gestion, ont imposée à l'édition ; mais il n'est peut-être pas vain d'espérer que, dans un futur pas trop lointain, la collectivité, notamment grâce à l'action de mouvements comme celui qu'animent les personnes réunies au sein du collectif Sauvons la recherche, parvienne à imposer à ses représentants une autre logique, fondée sur d'autres priorités et plus soucieuse de l'avenir. Enfin, une autre solution, complémentaire, serait de prélever un pourcentage, peu élevé – 2 ou 3 % du prix public hors-taxé –, du produit de la vente des ouvrages tombés dans le domaine public : manière d'assurer le financement de la création éditoriale présente et à venir grâce aux richesses du passé.

Mais le financement du CNL n'est pas l'unique problème posé par le fonctionnement actuel de cet organisme. L'opacité des procédures d'attribution des aides du CNL n'est malheureusement pas moindre aujourd'hui, du moins pour une personne extérieure, par rapport à l'époque (1996) de la publication du rapport incendiaire de la Cour des comptes sur sa gestion. Ainsi, c'est en vain qu'un internaute chercherait sur le site du CNL une charte indiquant les principes qui définissent sa politique, la présentation des missions du CNL qui en tient lieu étant bien trop générale. Les

critères et les priorités que se donne chacune de ses commissions ne sont pas plus accessibles, si même de tels critères et priorités font l'objet d'un effort de formalisation. Les motifs des décisions des commissions, qu'elles soient favorables ou défavorables, ne sont pas non plus habituellement communiqués, non seulement au public, mais aux éditeurs eux-mêmes. Il n'existe d'ailleurs pas de procédure établie d'appel de ces décisions. Si la liste des ouvrages aidés peut être consultée, celle des ouvrages auxquels on a refusé d'attribuer une subvention ne fait l'objet d'aucune publicité. Cette absence de transparence interdit tout débat public impliquant les professionnels du livre, mais aussi l'ensemble de la collectivité, sur la définition et l'orientation de la politique d'attribution des aides du CNL, ce qu'on ne saurait que difficilement accepter étant donné l'enjeu que représentent – pour tous ceux que meut une exigence de contrôle démocratique des institutions qui gouvernent la vie de la collectivité et de chacun de ses membres – d'une part, l'utilisation de l'argent public et, d'autre part, la définition de la politique culturelle poursuivie par l'État.

L'organisation du CNL et le recrutement des membres de ses commissions devraient sans doute aussi faire l'objet d'un examen et d'importants amendements. Ce recrutement repose aujourd'hui sur la cooptation (le ministre de la Culture nommant les membres des commissions sur proposition du président du CNL), procédure qui favorise le conservatisme et le népotisme². Par ailleurs, le découpage en commissions est inspiré par une vision assez disciplinaire du

2 Ainsi, la commission « Philosophie » accueille en son sein Robert Redeker – qui n'est pas connu, c'est le moins que l'on puisse dire, pour sa mesure et sa

monde littéraire et scientifique, qui ne peut que pénaliser les projets éditoriaux transdisciplinaires, qui sont pourtant souvent les plus novateurs. Les exemples de décisions discutables rendues par les commissions du CNL circulent et font l'objet de conversations mi-amusées mi-affligées entre éditeurs. Tenons-nous-en à notre propre expérience de la chose. Éditions Amsterdam a présenté depuis sa création, il y a maintenant près de trois ans, cinq demandes d'aide à la traduction (à mettre en rapport avec le nombre de traductions publiées par notre maison d'édition pendant la même période, soit quinze, et le nombre total de livres que nous avons publiés, soit vingt-cinq, les traductions représentant donc 60 % des titres qui figurent à notre catalogue). La plupart des traductions publiées par nos soins, qu'elles aient fait l'objet de demandes de subvention ou non, viennent combler ce que nous considérons comme d'importantes lacunes dans le patrimoine éditorial de langue française. Il s'agit aussi souvent de livres dont la traduction est, à divers titres (écriture de l'auteur, technicité du vocabulaire utilisé, références culturelles, etc.), particulièrement difficile. Sur les cinq demandes de subvention présentées, deux ont reçu une réponse favorable : *L'Invention de la tradition* d'Eric Hobsbawm et Terence Ranger, et *Les Lumières radicales : La philosophie, Spinoza et la naissance de la modernité (1650-1750)* de Jonathan Israel ont ainsi bénéficié du soutien du CNL. Trois demandes ont donc été rejetées : elles concernaient *L'Ennemi : Un portrait intellectuel* de Carl Schmitt de Gopal Balakrishnan, *Défaire le genre* de Judith Butler et *Penser le postcolonial : Une introduction critique* de Neil Lazarus. Si les ouvrages d'Israel et

rigueur intellectuelles – et est présidée par Philippe Raynaud – qui ne dissimule pas son esprit et ses choix partisans à la tête de cette commission.

de Hobsbawm sont des ouvrages fondamentaux (le premier est au cœur des discussions actuelles sur l'histoire des Lumières, dont il a contribué à redéfinir radicalement les termes ; le second est l'une des références majeures de l'anthropologie historique – il a pourtant fallu plus de vingt ans pour qu'il soit traduit en français), ils s'inscrivent l'un et l'autre dans des cadres disciplinaires très clairs. Les livres de Lazarus et Butler, qui ne sont pas moins importants, mais dont la dimension critique ou politique est plus accusée, s'inscrivent en revanche dans une démarche transdisciplinaire ou indisciplinaire ; il est en effet assez difficile de les situer dans les découpages disciplinaires en vigueur en France. Le livre de Lazarus vient de plus combler l'absence totale de traduction de la littérature scientifique postcoloniale en France. Pour ce qui est du livre de Balakrishnan, le problème est un peu différent. Son objet a suscité, comme on sait, de très violentes controverses en raison de l'antisémitisme et de l'engagement nazi dont témoignent certains des écrits de Carl Schmitt, controverses au cours desquelles le CNL a été indirectement mis en cause en raison de l'aide à la traduction dont a bénéficié l'éditeur (Le Seuil) d'un des textes de Carl Schmitt. Toujours est-il que nous avons, d'un côté, deux livres, que l'on pourrait dire « classiques », qui ont obtenu une aide à la traduction et, de l'autre, au moins deux livres, que l'on pourrait dire, sinon « indisciplinaires », du moins « critiques », qui n'en ont pas obtenu. Un examen de la liste des subventions attribuées chaque année par le CNL confirme dans l'ensemble le caractère général de ce « classicisme », ou « académisme », des choix opérés par la plupart des commissions du CNL, « académisme » qui contredit, nous semble-t-il, l'une de ses missions déclarées : « soutien à la

prise de risque économique qui accompagne les choix, en matière de création et de diffusion culturelle la plus large, des partenaires de la chaîne du livre » (extrait de la présentation du CNL proposée sur son site Internet). Comblant les lacunes du patrimoine éditorial et intellectuel français, favoriser la diffusion et la discussion en France des recherches les plus novatrices développées au-delà de ses frontières et encourager les littératures et les savoirs les plus inventifs devraient en effet, bien plus que le souci d'assurer « le rayonnement de la France » qui oriente la définition actuelle des missions du CNL, constituer ses priorités.

Une solution judicieuse à ces problèmes consisterait à s'inspirer de l'équivalent québécois du CNL. Celui-ci en effet n'accorde pas la plupart de ses aides à des projets définis, mais, globalement, sous la forme d'enveloppes budgétaires, à des maisons d'édition, en fonction et au vu de leur programme éditorial, du sérieux, de l'importance qualitative de leur production et des risques qu'elles assument, un contrôle à posteriori des sommes allouées permettant d'en vérifier le bon usage. Un tel système a l'immense avantage de permettre aux éditeurs de s'engager dans des projets coûteux en ayant une connaissance préalable des ressources qu'ils peuvent mobiliser ; il permet de plus d'éviter, ou en tout cas de limiter, les effets de « censure » qui peuvent se poser dans le cadre du système français, et il n'exclut pas l'attribution d'aides ponctuelles à des projets particuliers.

Si les analyses et propositions qui viennent d'être avancées sont bien évidemment susceptibles d'être discutées, critiquées et amendées, s'il est possible de leur substituer d'autres propositions – le CNL



a d'ailleurs engagé en son sein une réflexion sur le sujet, qui n'a malheureusement abouti à ce jour qu'à de timides transformations –, ce n'est toutefois qu'au prix de telles réformes que le CNL pourra continuer à remplir sa mission et favoriser la production, la diffusion et la traduction des littératures et des savoirs les plus innovants.

*

Nous ne voudrions pas donner l'impression, en insistant sur la question de la réforme du CNL, que l'avenir de l'édition dépend exclusivement de l'action de l'État. Les conceptions proposées dans les premières pages de ce livre (et de ce chapitre) devraient nous préserver de ce reproche. Les analyses qui suivent, relatives au rôle décisif de la critique, lèveront, du moins espérons-le, tout doute à ce sujet.

Nous avons encore affaire, avec cet aspect des choses, au problème de la transmission et de la traduction. En quoi consiste en effet le travail des critiques – quand il ne se réduit pas à la rédaction, par des zoïles ou des bonimenteurs malhabiles, de billets d'humeur et de réclames auxquels plus personne n'accorde de crédit – sinon précisément à offrir à leurs lecteurs une « traduction » des livres dont ils rendent compte ? Une critique acceptable d'un essai devrait au minimum, nous semble-t-il, donner une idée précise de l'objet, du problème et des thèses du livre en question, des stratégies rhétoriques qu'il met en œuvre, de la forme générale de son argumentation, ainsi que de la force et du poids de cette argumentation. Ce cahier des charges minimal, il est trop rare de le voir rempli de façon satisfaisante dans les critiques publiées dans la



presse généraliste, les compétences, l'espace et le temps manquant généralement à des journalistes qui doivent écrire sur les livres les plus divers à un rythme qui n'est pas celui, habituellement lent, de la pensée, journalistes qui de plus sont soumis aux contraintes de l'actualité médiatique et que tout pousse à utiliser pour seul prisme les pseudo-problèmes et les raccourcis dont se nourrit bien souvent le « non-débat public ». Nombre de livres d'importance se voient de surcroît refuser toute visibilité, en raison de préjugés sur les intérêts des lecteurs ou par respect du bon goût médiatique et idéologique. Les revues spécialisées et les revues scientifiques proposent en revanche souvent des recensions plus informées, d'une plus grande rigueur, qui portent sur la plupart des livres importants publiés dans tel ou tel domaine et qui satisfont mieux aux exigences que devrait s'imposer tout critique. Mais si les critiques de la presse généraliste et les spécialistes qui rédigent les recensions publiées par les revues d'érudition favorisent la publicité, au sens noble du terme, des livres dont ils rendent compte, ils s'arrêtent souvent au moment de basculer du compte rendu vers l'essai, vers un travail plus engagé d'évaluation et de traduction – moment qui nous ferait entrer dans une véritable perspective critique.

Ce travail, pour ce qui est des essais philosophiques, sociologiques, historiques ou politiques, consiste tout d'abord à dégager le « sens » d'un livre dans le domaine qui est le sien (quelle est son originalité ? quelle est sa valeur ? en quoi et dans quelle mesure vient-il transformer l'espace théorique ou idéologique dans lequel il s'inscrit et intervient ? quels horizons ouvre-t-il ?) ; mais sa visée et son intérêt, qui le qualifient proprement comme critique, résident principalement dans l'effort qu'il déploie pour dégager la

contemporanéité d'un livre, pour exposer la puissance d'agir dont il est porteur, pour révéler la façon dont il s'articule au temps présent en le désarticulant, en en bouleversant le sens commun, les présupposés, les cadres établis et ainsi en ouvrant la voie à d'autres possibles, d'autres pensées, d'autres formes d'existence et de communauté. Autrement dit, son opération spécifique revient à inscrire un livre dans une situation donnée en montrant comment, pour ainsi dire, ce livre vient « trouver » cette situation et les savoirs établis qui ont cours en son sein, en montrant comment il vient perturber le nouage des formes existantes de savoir et de pouvoir. En un mot, la critique est critique quand elle devient politique. Assurément, tous les livres ne se prêtent pas à ce genre de lecture : tous les livres ne sont pas « importants », et il est des livres qui ne valent que parce qu'ils représentent des manières de symptômes de l'époque, des occasions pour la critique de s'exercer.

Prenons un exemple. En quoi un livre comme *Mai 68 et ses vies ultérieures* de Kristin Ross est-il critique ? Et que pourrait signifier critiquer ce livre ? (Il ne s'agit pas ici pour nous, on l'aura compris, de proposer une recension en bonne et due forme de ce livre, mais de répondre aussi précisément possible que aux questions que nous venons de poser.) Kristin Ross se propose de dégager les journées de Mai 1968 de la gangue des discours qui sont venus les recouvrir et qui en font aujourd'hui un « évènement obscur » : discours d'anciens « leaders » étudiants reconvertis en V.R.P. des joies du capitalisme triomphant ; discours d'historiens, politologues, sociologues et journalistes qui dissolvent l'évènement dans l'affirmation de leur supposée lucidité rétrospective et dans les déterminismes sociaux, ou même biologiques, qui furent selon eux à l'œuvre derrière lui ;

discours qui dépolitisent et déshistoricisent Mai 1968 et le vident de toute substance, qui le réduisent à un conflit de générations, qui voient, d'une part, dans les événements de Mai l'instrument de la « modernisation » de la société française et, d'autre part, dans la société française d'aujourd'hui la réalisation des aspirations d'alors, une révolution culturelle plutôt que politique, en bref, un non-événement politique – qui continue pourtant de hanter les mémoires. À ces discours, Kristin Ross oppose une thèse forte, qui remet en cause le partage des savoirs et les prétentions des discours « sociologiques » : selon elle, Mai 1968 est « davantage lié à un mécanisme de fuite face aux déterminations imposées par la société, qui s'enracine certainement dans une mobilité sociale exacerbée par le divorce entre subjectivité politique et groupe social ». De ce point de vue, selon Kristin Ross, Mai 1968 fut un événement pour ainsi dire « antisociologique », qui comme tel échappe nécessairement aux catégorisations et aux explications courantes de la sociologie : « Les événements de 1968 furent avant tout un refus de continuer à concevoir le social comme un ensemble de catégories séparées et étroites ». C'est que la politisation des protagonistes du Mai étudiant s'est « développée sur fond de relations polémiques et d'identifications impossibles avec deux figures totalement absentes [du tableau de l'histoire officielle de Mai] : l'ouvrier et le militant anticolonialiste ». L'empreinte profonde laissée sur beaucoup par la violence de la guerre d'indépendance algérienne et la rencontre avec la révolte des travailleurs – qui permettent de situer Mai 1968 au sein d'une période plus étendue – ont rendu possible, de part et d'autre, un processus de désidentification et de subjectivation politique, un dérèglement de la « police » symbolique et matérielle

de l'ordre social³. Les « soixante-huitards » avaient ainsi par avance, en principe et en acte, dénoncé les prétentions et la légitimité du discours policier des sociologues et du discours sociologiste des policiers (« Circulez, y a rien à voir ! Rentrez chez vous ! », ou encore : « Nul évènement n'a eu lieu ; l'ordre social régnait à Paris sous l'apparence du désordre ; chacun a joué comme il le devait sa petite partition sociologique. »).

Si le livre de Kristin Ross est critique, c'est dans la mesure où il reproduit et encourage par sa méthodologie le processus de désidentification dans lequel furent pris les acteurs de 1968, pour en ressaisir la réalité évanescence et ainsi rouvrir les possibles que près de quarante ans de dénégation et de réaction thermidorienne ont cherché à refermer. C'est là ce que devrait pointer, entre autres choses, une critique de *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Kristin Ross est américaine, et elle écrit en anglais sur l'histoire contemporaine de la France ; bien qu'elle fasse œuvre d'historienne, elle enseigne la

3 On remarquera l'absence dans un ouvrage comme *Les Années 68 : Le Temps de la contestation*, publié sous la direction de G. Dreyfus-Armand, R. Frank, M.-F. Lévy et M. Zancarini-Fournel (Bruxelles, Complexe, 2000), de toute réflexion et de toute enquête sur les liens entre l'empreinte laissée par la guerre d'indépendance algérienne et la politisation des protagonistes de Mai 1968, ainsi que la difficulté corrélatrice que ses contributeurs ont manifestement eu à percevoir les processus de désidentification au cœur de cette politisation. Ceci explique peut-être cela : ce livre prend le parti inverse de celui de Kristin Ross et écarte résolument toute analyse des « vies ultérieures » des évènements de Mai. De Kristin Ross, signalons aussi le remarquable *Rouler plus vite, laver plus blanc : Modernisation de la France et décolonisation au tournant des années soixante* (Paris, Flammarion, 2006, trad. de Sylvie Durastanti).

littérature comparée, et son travail relève sans doute, du point de vue d'un universitaire américain, autant des *cultural studies* que de l'histoire ; elle mobilise dans ses analyses le dispositif théorique d'un philosophe français (Jacques Rancière) qui a produit l'une des critiques les plus vigoureuses des réductions de certains discours sociologiques et de leurs équivalents chez les historiens ; enfin, si son travail s'inscrit dans le cadre de recherches universitaires, il a aussi à l'évidence une visée politique, il constitue une intervention dans l'espace public, et il met en question les points aveugles et les impensés – très politiques – des discours et des savoirs sociologiques et historiques qui constituent sa toile de fond. Le propos de Kristin Ross engendre ainsi un mouvement et un déplacement libérateurs entre les époques, les pays, les langues, les disciplines et la politique, véritable travail de traduction culturelle et politique, qui exige de ses lecteurs qu'ils fassent, à leur tour et en retour, un même travail de traduction de *Mai 68 et ses vies ultérieures*, et qu'ils interrogent leur propre inscription dans cette histoire. Lançant un pont entre le passé et le présent, elle confère une actualité et une intensité maximales aux questions « Que s'est-il passé en Mai 1968, que s'est-il passé depuis lors ? » et « Que faire, ici et maintenant – de Mai 1968 ? » Critiquer *Mai 68 et ses vies ultérieures* pourrait donc bien impliquer de poser la question de savoir en quoi sa lecture nous affecte, comment nous pourrions être transformés par elle et comment nous pourrions la prolonger et en tirer des conséquences.

*

Nous sommes nombreux à regretter l'absence en France de véritables lieux publics, où la critique littéraire et théorique pourrait s'exercer,

et l'espace réduit et intermittent que lui accorde la plupart des médias. Certains ont fait profession de dénoncer, parfois avec une certaine drôlerie, les insuffisances et les bassesses de certains journalistes et critiques, ainsi que les liens incestueux qu'entretiennent souvent le monde médiatique et les maisons d'édition. Mais le plaisir de la dénonciation répétée et mordante s'épuise vite et se transforme rapidement en ritournelle impuissante, particulièrement quand elle prend la forme d'une leçon de morale qui – plutôt que de chercher à comprendre et à décrire, pour en saisir les failles, la complexité et les ambivalences des mécanismes qui réduisent à la portion congrue les espaces offerts à la critique – se complait dans une posture réactive, dans la production obsessionnelle de portraits accusateurs et l'énumération de toutes les mesquineries dont tel ou tel a pu se rendre coupable.

Nous partageons les vues exprimées à ce propos par Yves Pagès (éditions Verticales) et par Bernard Leclair (*La Quinzaine littéraire*) et Christophe Kantcheff (*Politis*) dans le dossier consacré par la revue *Lignes* à la « Situation de l'édition et de la librairie » (n° 20, mai 2006). Une approche plus féconde et plus ajustée de la critique journalistique que celle dont ses contempteurs les plus bruyants font commerce pourrait s'inspirer des analyses développées par le sociologue Éric Macé dans *Les Imaginaires médiatiques* :

Les médiacultures doivent composer avec ce principe d'instabilité des points de vue légitimes qui caractérise l'actualité courte ou à plus long terme des démocraties contemporaines : difficile pour les industries culturelles de ne pas traduire dans leurs productions (information ou fiction) les transformations de statut symbolique et

politique des Noirs aux Etats-Unis, des femmes depuis le féminisme... C'est précisément en raison de ce double principe de diversité et d'instabilité que les représentations majoritaires des médiacultures ne sont ni tout à fait conformistes, ni jamais vraiment transgressives [...]. Autrement dit, les médiacultures ne peuvent pas exprimer le seul point de vue arbitraire de leurs propriétaires ou de leurs professionnels [...] : elles ne peuvent formuler et mettre en forme que des conformismes provisoires reflétant l'état supposé des tensions au sein de la sphère publique et de l'imaginaire collectif du moment.

Développer à propos de la critique la perspective adoptée par Éric Macé permettrait de montrer que la « critique critique » ne peut, pour ainsi dire par définition, qu'être « disruptive », qu'elle ne peut occuper dans les médias qu'une place précaire – que l'on peut certes renforcer en s'efforçant d'établir les conditions d'un « intérêt » à la critique, rétribué par des bénéfices symboliques et matériels – et qu'elle ne peut être institutionnalisée : vouloir institutionnaliser la critique est une contradiction dans les termes ; vouloir institutionnaliser une critique critique, c'est en réalité proposer de remplacer un conformisme par un autre, c'est ériger son point de vue en critique définitive, sans reste, alors même qu'une pensée critique n'est telle que de ne pas ignorer son caractère nécessairement marginal et limité, lequel nécessitera d'autres déplacements critiques, autrement dit la critique de la critique établie. C'est pourquoi la critique de la critique journalistique doit se préserver d'un moralisme consistant, selon la formule de Spinoza, à railler, déplorer et détester, plutôt qu'à comprendre et à maximiser les possibilités



concrètes et réelles allant dans le sens d'une extension et d'une intensification du domaine de la critique.

Si l'on est insatisfait par la critique actuelle, mieux vaut donc se fermer au « bruit du monde » et produire les lieux où pourra se développer une critique telle que nous la désirons. C'est pourquoi la petite équipe d'Éditions Amsterdam a choisi de lancer, avec d'autres, au printemps 2007, *La Revue internationale des livres et des idées*, un mensuel d'une cinquantaine de pages, disponible en kiosque et en librairie, inspiré du *Times Literary Supplement*, de la *New York Review of Books* et de la *London Review of Books*. Ses lecteurs pourront découvrir chaque mois des recensions de taille conséquente (20 000 signes environ) sur tous les livres d'importance parus, rédigées par des spécialistes des questions abordées, dans un style clair et accessible, sans en rabattre pour autant sur l'exigence de rigueur, recensions qui porteront sur des domaines aussi divers que la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, le droit, l'économie, l'esthétique, l'histoire de l'art, la musicologie, la psychologie, la psychanalyse, l'épistémologie, l'histoire des sciences, les sciences de la Terre et du vivant... Fiction, cinéma, théâtre, danse, architecture et arts plastiques ne seront bien sûr pas oubliés et auront leur place dans la revue, mais une place décalée, puisque nous demanderons à des philosophes, des historiens, des chercheurs en sciences sociales ou encore à des activistes de rédiger ces critiques – et non pas à des critiques littéraires, de cinéma, de théâtre... Il s'agit pour nous de combler le fossé existant en France entre la critique journalistique et la critique savante, et d'ouvrir un espace de diffusion et de circulation des savoirs, susceptible d'accueillir en son sein les savoirs sociaux autonomes aussi bien que les savoirs universitaires. L'attention de la





CHAPITRE II

rédaction et des contributeurs de la revue se portera sur l'actualité intellectuelle et scientifique plutôt que médiatique. Elle mettra de plus l'accent sur tout ce qui, dans la production intellectuelle et savante, offre une perspective critique sur les savoirs et le monde social. Enfin, autour de 30 % des contributeurs seront étrangers et un pourcentage similaire des livres recensés seront des ouvrages inédits en langue française, ce qui confèrera à *La Revue internationale des livres et des idées* un rôle de « passeur » transnational des savoirs qui prolongera les efforts que nous déployons au sein d'Éditions Amsterdam.





CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ET L'AVENIR DU LIVRE

Le livre, sa conception et sa circulation connaissent aujourd'hui, avec « la révolution numérique », un bouleversement sans équivalent depuis le développement de l'édition industrielle au XIX^e siècle. L'écriture, la matérialité, la réalisation, la fabrication, la diffusion, la lecture des livres ont déjà été en une vingtaine d'années considérablement transformées, et elles le seront bien davantage dans un avenir proche. L'activité des uns et des autres – auteurs, éditeurs, imprimeurs, diffuseurs, libraires, bibliothécaires, lecteurs, critiques, enseignants – en sera radicalement métamorphosée. Le monde du livre et de l'édition tel que nous l'avons connu est sinon derrière nous, du moins entré dans son crépuscule. À vrai dire, les changements en cours et, plus encore, ceux qui s'annoncent sont si importants que, pour en prendre toute la mesure, c'est à la somme des révolutions intervenues depuis l'époque médiévale qu'il faut les comparer : passage du *volumen* au *codex* ; substitution progressive du papier au parchemin, puis de l'imprimerie à caractères métalliques mobiles à la copie ; mise en place des différents éléments de l'apparat critique (table des matières, titres et sous-titres, index, notes,





bibliographie, etc.) ; invention des moulins à papier et des presses à imprimer à vapeur, puis des presses rotatives ; photocomposition et reproduction photographique des textes et des illustrations, etc.

La pratique de l'écriture, le métier d'éditeur et celui d'imprimeur ont déjà été notablement transformés par le développement de la micro-informatique, des traitements de texte et des technologies de publication assistée par ordinateur et d'impression *computer-to-plate*. Le livre numérique, avec ses liens hypertextes et ses possibilités d'indexation inédites, commence, lentement mais sûrement, à s'imposer et à altérer la pratique de la lecture. Écriture, traduction et lecture se modifient au fur et à mesure que s'enrichissent les ressources disponibles sur l'Internet. La circulation et le commerce des livres connaissent à travers les bibliothèques et les librairies en ligne une mutation au moins aussi remarquable que celle qui vit la dissociation des métiers d'éditeur, d'imprimeur, de bibliothécaire et de libraire.

Ces évolutions sont loin d'être arrivées à leur terme et d'avoir produit tous leurs effets. Le livre numérique n'en est qu'à ses balbutiements. Les *hylivres* – ces livres hybrides combinant le papier et le numérique par le recours à des encres électroniques ou par l'association d'un livre papier à des contenus numériques (textuels et picturaux, mais aussi audio et vidéo) disponibles sur cédérom ou en ligne –, qui pourtant constituent sans doute l'avenir d'une bonne partie de la production de livres, n'existent aujourd'hui que sous des formes rudimentaires. La micro-impression, outre qu'elle reste relativement couteuse, n'a pas achevé, en particulier pour ce qui est du façonnage, le processus de miniaturisation qui rendrait



possible la dissémination de matériels permettant la fabrication de livres à la commande, chez soi ou sur son lieu de travail – on pourra cependant se faire une idée des possibilités existantes en visitant le site www.lulu.com.

Nous sommes loin aussi de pouvoir mesurer l'impact politique, culturel, juridique et économique que vont très certainement avoir ces évolutions technologiques, mais nous avons déjà de bonnes raisons de penser qu'elles seront aussi décisives que l'invention de la presse à caractères mobiles. Si le livre numérique et l'Internet ne semblent pas aujourd'hui jouer contre le livre papier et sa diffusion, au contraire, comme le montre l'exemple des *lybers* que les éditions de l'Éclat et leur directeur, Michel Valensi, proposent gratuitement sur leur site web, le rôle et l'existence même des éditeurs et des libraires ne seront bientôt plus ce qu'ils étaient. La diffusion et la « démocratisation » des nouvelles technologies d'édition, de publication, d'impression et de diffusion ouvrent la voie à une multiplication du nombre des petits éditeurs indépendants et, surtout, des éditeurs à but non lucratif. La diffusion des livres en ligne, qu'il s'agisse de livres numériques ou de livres en papier, et que cette diffusion soit commerciale ou pas, va à terme considérablement modifier l'économie de la librairie indépendante traditionnelle : les grandes librairies en ligne sont d'ores et déjà les premiers clients de nombre d'éditeurs. La perspective d'une « édition sans éditeurs » qui, selon André Schiffrin, s'affirme toujours plus dans les processus de concentration verticale et horizontale à l'œuvre dans le monde de l'édition semble ainsi redoublée par celle d'une *librairie sans libraires* – que vient renforcer notamment le choix par certaines librairies, à l'exemple de la grande distribution, de recourir aux

services d'« acheteurs » pour les commandes de livres ou celui de cette chaîne qui a décidé d'ouvrir, à la périphérie des moyennes et grandes agglomérations, des librairies de taille réduite dans lesquelles les libraires seront remplacés par des manutentionnaires et les stocks approvisionnés en fonction d'algorithmes intégrant diverses variables (notamment les ventes des grands magasins de cette chaîne). Enfin, les possibilités de « piratage » et les formes multiples de coopération et de mutualisation que l'Internet autorise viennent mettre en crise la notion d'auteur et rouvrir en des termes nouveaux le débat qui opposa jadis Condorcet et Diderot (le premier refusant la propriété littéraire, le second défendant l'idée d'un droit d'auteur).

Les discussions et les inquiétudes, compréhensibles, que suscitent ces transformations ne contribuent pas à éclairer les caractéristiques, les contradictions, les potentialités et les enjeux de la situation actuelle. La polémique lancée par le directeur de la Bibliothèque nationale de France, Jean-Noël Jeanneney, et les responsables de certains grands groupes de l'édition à propos des projets de bibliothèque numérique de Google constitue un bon exemple de sabotage du débat public sur ces questions. Disons-le nettement : le « plaidoyer » de M. Jeanneney confine à la désinformation et mobilise des arguments nationalistes pour parvenir à des fins qui n'ont sans doute que peu à voir avec la poursuite d'une politique de démocratisation des savoirs. Que l'on ne se méprenne pas, nous ne nous faisons aucune illusion quant aux objectifs de Google ; ces objectifs ne sont pas philanthropiques, mais avant tout commerciaux, et le caractère tendanciellement monopolistique de cette société pose de sérieux problèmes. De ce point de vue,

nous ne pouvons que nous réjouir de l'émergence de divers projets concurrents de bibliothèques numériques (comme le projet Open Library, soutenu par Microsoft et Yahoo). Mais brandir le spectre d'une « américanisation » et d'une « confusion » des savoirs, alors que Google n'a aucunement restreint son projet de numérisation aux bibliothèques du monde anglophone et que les bibliothèques associées définissent elles-mêmes les livres de leurs fonds qu'elles souhaitent numériser (il est d'ailleurs paradoxal de reprocher à une bibliothèque de proposer à la consultation un maximum de documents, d'autant plus que le projet Google n'interdit aucunement la mise en place d'outils de discrimination entre différentes sources ou de classement des résultats selon d'autres critères que le nombre de citations dont un livre fait l'objet) ; suggérer que les textes qui ne relèvent pas du domaine public seront intégralement et gratuitement disponibles, alors que la quantité de texte accessible à l'internaute pour un livre donné est limitée conformément au droit de citation ; confondre le projet de numérisation du fonds des bibliothèques, dont une bonne part est difficilement accessible et indisponible dans le commerce, et la possibilité offerte aux éditeurs de mettre en ligne leurs catalogues et leurs nouveautés selon des modalités définies par eux-mêmes ; accuser Google de préparer la mort de la petite librairie indépendante, alors que les éditeurs ont le loisir de proposer des liens vers des librairies en ligne de leur choix et qu'un moteur de recherche permettra bientôt aux visiteurs de Google Livres de trouver les coordonnées des librairies les plus proches de leur lieu de résidence ; affirmer que le projet de bibliothèque numérique de Google revient pour les bibliothèques traditionnelles à céder sans contrepartie leur patrimoine, alors

que Google met à disposition des bibliothèques les fichiers des livres numérisés ; tout cela relève bien de la désinformation. Que certains aspects de Google Livres soient préoccupants, et qu'il subsiste, quant à ses futurs développements, des points obscurs, ne justifie pas d'entretenir la confusion à son sujet. Le fait est, la chose est compréhensible, que M. Jeanneney défend ce qu'il considère être ses propres intérêts et ceux de l'institution qu'il dirige ; on ne saurait cependant lui concéder le titre de Grand Protecteur du Livre, de la Recherche et des Libraires, et cela d'autant moins que le projet de bibliothèque numérique auquel il travaille avec quelques-uns de ses collègues ressemble beaucoup à celui de Google, les moyens technologiques et financiers en moins. Le discours lénifiant et démagogique adressé par Jean-Noël Jeanneney aux libraires, avec l'espoir de les amener à rejoindre sa croisade, frôle du reste l'indécence quand il soutient que la numérisation du livre n'aura pas de conséquences majeures sur leur métier. De même, on se gardera de prendre pour argent comptant les déclarations outrées de quelques gros éditeurs, invoquant la défense du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle face à la menace que constituerait Google Livres : certains de ces éditeurs sont en effet eux-mêmes engagés dans des projets concurrents, et leurs motivations ne sont pas plus désintéressées que celles de Larry Page et Sergey Brin, les fondateurs de Google.

Quelle attitude adopter face aux transformations en cours si l'on refuse la tartufferie qui consiste à faire ce que l'on reproche aux autres, et si l'on s'abstient de condamner à priori ces transformations, sans pour autant en ignorer les aspects menaçants ? Il est compréhensible que les différents acteurs du monde du livre soient préoccupés par

les bouleversements des conditions matérielles et économiques de leur métier. Mais, parce que les éditeurs, grands et petits, mettent en général plus volontiers en avant, pour faire valoir leur point de vue dans l'espace public, leur rôle culturel de passeurs et de critiques des savoirs et des littératures – rôle qu'ils n'honorent pas tous avec la même exigence – que les aspects économiques de leur activité, la distinction, d'une part, des dimensions économiques des problèmes soulevés et, de l'autre, des dimensions qui ressortissent plus directement à ce que nous avons appelé « la politique démocratique des savoirs » tend dans les débats actuels à être brouillée. S'il est sans conteste essentiel d'assurer les conditions matérielles, économiques et institutionnelles de la production et de la diffusion des savoirs (et si donc dimensions économiques et dimensions politiques ne peuvent être tout à fait dissociées), la pire des attitudes à adopter face aux transformations actuelles serait de soutenir une position technophobe et conservatrice, autrement dit une politique du *statu quo*, nécessairement « poujadiste », vouée à l'échec, qui au bout du compte ne pourrait que renforcer le pouvoir de l'oligopole de l'édition.

Il faut dans le débat public subordonner toutes autres considérations à celles d'une politique démocratique du livre visant à la maximisation des relations de coopération qui constituent la condition de la production et de la diffusion des savoirs (le *common intellect* dont parlent Negri, Hardt, Virno, Lazzarato et les collaborateurs des revues *ÉcoRev* ou *Multitudes*). Or, force est de reconnaître que, du point de vue d'une telle politique, le sens des évolutions présentes reste ouvert et indéterminé, et que ces évolutions, si elles bouleversent l'économie traditionnelle du

livre, sont grosses de possibilités prometteuses. Nous devons veiller à en maintenir le caractère indéterminé ; nous devons nous opposer aux efforts que certaines grandes entreprises capitalistes déploient pour les capter, les détourner et les enrégimenter à leur profit ; nous devons refuser que de nouvelles enclosures viennent refermer les possibilités ouvertes par l'intensification des relations de coopération des intelligences, elle-même rendue possible par les nouvelles technologies. Autrement dit, il convient d'adopter à l'égard de ces évolutions une attitude *problématique*, qui prenne acte et des garanties qu'assurait le dispositif en place depuis le XIX^e siècle (droit de la propriété intellectuelle, École, Université, maisons d'édition indépendantes, etc.), et des brides que ce dispositif imposait à la coopération des intelligences à travers des mécanismes de monopolisation de la production/diffusion des savoirs, et des possibilités inouïes ouvertes par les transformations en cours, et des menaces que font peser sur ces possibilités les menées des grands groupes de l'industrie de la culture.

Il n'est du reste pas possible de soulever ces questions sans les resituer dans le cadre plus général, analysé par André Gorz, Robert Castel et les auteurs mentionnés ci-dessus, de la transformation postfordiste du capitalisme et de la crise du compromis national/social cristallisé dans « la condition salariale ». Doit-on travailler à préserver cette dernière, le compromis dont elle se soutient et les formes de souveraineté et de gouvernementalité qui lui sont liées ? Peut-on raisonnablement espérer un retour au plein emploi, ou faut-il considérer que le précaire est devenu une caractéristique « structurelle » du capitalisme ? Faut-il souhaiter restaurer dans toute sa splendeur l'État social des Trente Glorieuses, les garanties

et les protections qu'il assurait, mais aussi les formes de discipline, de contrôle, de normalisation, de dépossession et de violence dont il était et reste l'instrument ? Doit-on se résoudre à l'impuissance et accepter, comme s'ils constituaient un horizon indépassable, la société « néolibérale » et le précaire ? Ne peut-on discerner dans les transformations en cours, dans les pratiques qui s'y inventent et les luttes qu'elles suscitent, d'autres possibles, plus désirables du point de vue d'une politique d'émancipation, comme ceux qu'ouvre le projet d'un revenu optimal garanti, inconditionnel et universel (que justifie, d'une part, le brouillage de la frontière entre « temps de travail » et « temps de vie » et, d'autre part, le caractère essentiellement coopératif de la production (des savoirs)) ?

Il ne s'agit pas simplement ici de souligner une homologie formelle entre les questions soulevées par les transformations du monde de l'édition et celles que posent et imposent les transformations du capitalisme postfordiste. Ces questions sont intimement liées, au point qu'il n'est pas possible d'envisager de solutions aux problèmes posés par la révolution numérique aux auteurs, aux éditeurs et aux libraires sans les réinscrire dans ce cadre plus général, du moins si le point de vue adopté est celui d'une démocratisation radicale de la société. La raison de cette nécessaire inscription devrait être évidente : la révolution numérique et les nouvelles formes de coopération des intelligences, qui affectent le monde de l'édition, sont au cœur des transformations du capitalisme, de la production et du travail. C'est pourquoi une politique démocratique des savoirs et du livre est indissociable d'une politique du revenu et du travail capable d'avoir prise sur les transformations actuelles et d'inventer les institutions d'un nouveau *welfare*. C'est pourquoi aussi il ne s'agit

pas simplement de rejouer aujourd'hui, contrairement à ce que suggère l'historien Robert Darnton dans un entretien accordé au *Monde* (daté du 11 novembre 2005), le débat qui opposa Condorcet et Diderot à propos du droit d'auteur : les termes de la situation ont radicalement changé et une politique démocratique des savoirs ne saurait l'ignorer.

C'est pourquoi, enfin, une posture de « résistance » (réactive, conservatrice) n'est pas appropriée face aux changements en cours et que seule une « résistance » inventive et créatrice, attentive aux possibles ouverts par la situation actuelle, est, selon nous, envisageable et praticable ; c'est pourquoi à la posture de « l'éditeur-résistant » (outre l'obscénité d'une figure qui consiste à se parer des mérites d'éditeurs qui, comme Jérôme Lindon et François Maspero, dans des situations autrement périlleuses, furent en effet des « résistants ») nous préférons celle de l'éditeur activiste. Voilà en tout cas la perspective que nous nous sommes efforcé de tenir dans ces pages.

EN GUISE DE CONCLUSION

POURQUOI « AMSTERDAM » ?

AMSTERDAM FUT AU XVII^E SIÈCLE le laboratoire de la modernité européenne. Centre de l'« économie-monde » (F. Braudel), elle fut aussi la capitale culturelle et intellectuelle de l'Europe. Asile des penseurs jugés indésirables dans leur pays – René Descartes et quelques autres jugèrent plus prudent de s'y installer –, les œuvres majeures de la littérature critique du temps y furent éditées, du *Traité théologopolitique* de Spinoza au *Dictionnaire historique et critique* de Bayle en passant par les écrits du marquis d'Argens. Surtout, Amsterdam fut la ville de Spinoza et le foyer des « Lumières radicales » dont l'historien Jonathan Israël a contribué à révéler l'importance historique. C'est donc en hommage aux éditeurs-libraires du Siècle d'or hollandais, et en fidélité au mouvement de pensée impulsé par Spinoza, qu'Éditions Amsterdam a été baptisée.

*

Un des premiers objectifs d'Éditions Amsterdam est d'assurer la traduction et l'édition d'ouvrages de philosophie, d'histoire et de sciences sociales, ainsi que d'essais critiques et politiques, parus

à l'étranger, notamment, mais non exclusivement, dans les pays anglophones. Le cout de la traduction, la modestie du marché des livres de philosophie, d'histoire et de sciences sociales, la recherche de profits à court terme et des préjugés sur les goûts des lecteurs, ont conduit les éditeurs français à négliger quelque peu des œuvres et des auteurs étrangers, parfois déjà classiques, qui pourraient certainement trouver un lectorat en France. Ce sont ces lacunes que nous souhaitons combler en nous concentrant sur des ouvrages qui, certes, peuvent être « savants », mais qui surtout sont susceptibles d'intéresser un plus large public soucieux de disposer des éléments de compréhension et des outils critiques nécessaires pour « s'orienter » dans le monde contemporain.

L'accent mis sur la traduction d'essais ne nous empêche bien entendu pas d'éditer des auteurs de langue française (Sidi Mohammed Barkat, Yves Citton, Marie-Hélène Bourcier, Éric Fassin, Laurent Lévy, Éric Macé, Yann Moulier Boutang, Charlotte Nordmann, Christelle Taraud...). La littérature occupe de plus une place certes réduite, mais non négligeable dans le catalogue d'Éditions Amsterdam. Nous nous attachons notamment à la retraduction et à la publication, accompagnée d'essais, de textes essentiels de la culture contemporaine : l'édition de traductions inédites de *Billy Budd, matelot* et de *Barileby* de Herman Melville, ou encore la réédition du texte fondateur de la littérature américaine, chef-d'œuvre de la prose parodique, *L'Histoire de New York depuis le commencement du monde jusqu'à la fin de la domination hollandaise - par Diedrick Knickerbocker* de Washington Irving, ont ainsi constitué des moments forts de l'histoire d'Éditions Amsterdam.



EN GUISE DE CONCLUSION

Ainsi, Éditions Amsterdam cherche à offrir au public francophone le plus large des traductions d'œuvres littéraires, scientifiques ou politiques de qualité, et s'efforcent d'encourager par leurs publications l'épanouissement du débat et du dissensus démocratiques.

*

Éditions Amsterdam se veut en effet pleinement engagée dans les débats du temps présent. À l'heure où le modèle « marxiste-léniniste » s'est effondré ; à l'heure où l'hypothèque que ce modèle faisait peser sur la pensée et les pratiques démocratiques radicales s'est dissipée ; à l'heure aussi où se défait le modèle social-démocrate de croissance et où partout les inégalités s'accroissent ; à l'heure de la guerre sécuritaire contre les pauvres ; à l'heure encore où se constitue une opinion mondiale démocratique et critique et où émergent des réseaux de résistance internationaux ; à l'heure enfin où se développent des luttes « spécifiques » pour l'égalité, comme celles des gays, des lesbiennes et des personnes transgenres, ou encore celles des personnes issues de l'immigration coloniale et postcoloniale ; les Éditions Amsterdam veulent contribuer à la diffusion d'une pensée radicalement démocratique et anti-autoritaire en prise avec la situation contemporaine.

Une pensée qui, refusant de se soumettre à l'ordre des choses existant, et prenant acte du caractère indissociable de l'exigence de liberté et du désir d'égalité, cherche les moyens de maximiser en pratique, ici et maintenant, les possibilités concrètes d'une égale liberté de tous et d'un contrôle collectif effectif sur les institutions qui gouvernent nos vies.



Une pensée qui, sensible à l'ambivalence de la réalité historique, cherche à inventer des pratiques politiques qui la prennent en compte. Une pensée, par exemple, de l'ambivalence intrinsèque de l'État dit démocratique et de l'État social – à la fois instruments et produits des luttes pour l'émancipation, et instruments et vecteurs de la domination et de nouvelles formes de contrôle et d'assujettissement.

Une pensée *sub specie historiae*, qui envisage notre réalité avec le regard de l'historien, dans une perspective historienne ou historique, et ainsi contribue à en révéler l'arbitraire et la contingence, et ouvre la perspective d'autres modes d'existence individuels et collectifs.

Une pensée qui, adressée à tous, s'efforce de briser le monopole des instruments de la pensée et de sa diffusion, qui s'efforce de restituer à tous et à chacun la puissance de penser et d'agir, en sorte que nous soyons toujours plus à penser et à agir ensemble.

Une pensée, enfin, qui éveille et suscite le désir de penser et de vivre autrement.

Éditions Amsterdam se veut donc résolument « démocritique ».



ANNEXE

UNE OFFRE ÉDITORIALE SI PEU HUMAINE

par Alexandre Laumonier, responsable de Kargo
(*Le Monde des livres* daté du 7 septembre 2006)

LES RÉACTIONS AUX (PRÉTENDUES) ÉMEUTES des banlieues françaises, en novembre 2005, de certains (prétendus) intellectuels français ont montré un mépris latent envers une certaine frange de la population (personnifiée par le « jeune de banlieue ») à qui ce philosophe radiophonique reprocha de ne pas savoir parler le « bon français », de ne vouloir que « du fric, des voitures et parfois des filles » [*sic*] et, au cas où le « jeune » réussirait à faire quelque chose de sa vie, d'offrir à notre pays une équipe de football « black-black-black ».

Pourtant, force est de constater que la banlieue est un des rares lieux de vie de notre langue depuis des décennies (depuis l'abbé Grégoire, le « bon français » n'évolue que peu en son propre sein), que le langage et le corps des « minorités visibles » sont passés, pour l'un, dans les dictionnaires, et pour l'autre, dans les lieux institutionnels de la culture bourgeoise (la danse hip-hop). Sans parler de la musique – cette dernière a depuis longtemps largement





dépassé les frontières des « quartiers » pour devenir un son dominant qui résonne jusque dans les 4x4 urbains des quartiers bobos...

Ces formes culturelles sont néanmoins méprisées, car « populaires » – c'est peu de dire que le « peuple » n'a pas la cote ces temps-ci. Il est ainsi tristement édifiant de comparer les discours aux relents racistes sur le rap avec ceux tenus, il y a un siècle, sur le blues (ce n'est pas de la musique, ceux qui la pratiquent font peur, sont violents, etc.). Pourtant, au-delà des goûts et des couleurs (ne pas aimer le hip-hop est tout à fait concevable), les cultures populaires urbaines (musique, danse, jeux de langage) reflètent précisément l'histoire politique (et notamment coloniale) du xx^e siècle.

Les éditions Kargo ont, avec d'autres, tenté de publier des ouvrages sur ces cultures, ouvrages pour la plupart traduits de l'anglais et écrits par des auteurs américains. Preuve fut ainsi faite qu'un document de 400 pages sur l'histoire du hip-hop pouvait se vendre à 4 000 exemplaires (balayant l'idée selon laquelle le public concerné « ne sait pas lire » – propos entendus naguère) ou qu'une somme de 500 pages sur l'histoire du DJ bourrée de références philosophiques peut intéresser 2 000 lecteurs. Des chiffres loin d'être négligeables pour des livres de sciences humaines – car il s'agit bien d'ouvrages de fonds qui mériteraient d'exister tant au rayon « sciences humaines » qu'au rayon « musique ».

Les sciences humaines ne se vendent plus. Si la vieille garde se lamente (à juste titre), regrettant l'époque où un livre de philosophie pouvait se vendre à 20 000 exemplaires, il n'en est sans doute pas de même pour quelques plus « jeunes », nés après l'âge d'or des



sciences humaines, qui refusent de souscrire à ce discours fataliste (tout est affaire de conviction). Sans fantasmer sur l'idée de « conflit de générations », on constatera qu'à part de rares exceptions, certains domaines des sciences humaines furent (et restent) ignorés, domaines dont s'emparent quelques « petits jeunes » éditeurs.

Les études postcoloniales en sont un bon exemple. Que la France ait politiquement certaines difficultés de « devoir de mémoire » par rapport à son passé (colonial) est une chose. Que le milieu intellectuel ait quelque peu délaissé ce sujet si contemporain en est une autre – les éditeurs s'y sont peu intéressés, et l'Université (c'est-à-dire là où sont censés se trouver les auteurs) n'est pas en reste. Ce champ des sciences humaines est pourtant largement exploré, depuis plus d'un demi-siècle, par les universitaires américains, et singulièrement par les chercheurs afro-américains – l'histoire de la minorité noire étant, depuis la traversée du milieu, consubstantielle à l'histoire américaine. De fait, le nombre de centres de recherche américains sur les minorités n'est pas comparable avec la (faible) visibilité des travaux français.

Kargo a modestement tenté d'explorer ces études postcoloniales avec cette démarche : commencer par la publication de textes sur les cultures populaires reflétant l'histoire politique (à destination, donc, d'un public en prise directe avec les formes artistiques contemporaines), puis, dans un deuxième temps, publier des ouvrages plus pointus – d'universitaires (afro-)américains – sur la question postcoloniale, l'objectif étant d'amener un public réactif à se pencher sur les substrats politiques, économiques et ethniques des formes de cultures. Il fut ainsi intéressant de constater que si

un ouvrage de sociologie comme *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience* de Paul Gilroy, n'eut qu'un seul et bref article dans un quotidien national, il eut droit, en revanche, à des pages entières dans la presse musicale. D'autres ouvrages sur les mêmes sujets subirent le même sort : un intérêt soutenu de la part de certains (plus jeunes), et une ignorance quasi totale de la part des autres (moins jeunes). Sans parler de ce critique évoquant « l'austérité » de ces livres, « difficile à lire » (eh oui, un livre de sociologie, ce n'est pas *Babar* – et puis aurait-on qualifié d'« austères » certains livres de la *french theory* des années 1970, sachant que nombre de ces livres étaient nettement plus ardues à lire ?).

Sans entrer dans le débat sur les fondements théoriques et politiques des « *postcolonial-gender-cultural-etc. studies* » (qu'elles soient devenues une tare académique aux États-Unis n'empêche pas la pensée), la méfiance envers ce type d'écritures entrave la traduction d'ouvrages qui, pourtant, éclaireraient avec bonheur le lectorat français (puisque, paraît-il, les Lumières ne sont plus). Le seul exemple de Henry Louis Gates, professeur à Harvard, loué par ses collègues Umberto Eco et Jacques Derrida, considéré comme l'un des dix intellectuels américains les plus influents, est révélateur : aucun de ses ouvrages n'a été traduit en français, alors que ses travaux sur (entre autres) les langues minoritaires sont fondamentaux.

Si les sciences humaines ne vendent plus, peut-être est-ce parce qu'au-delà d'un lectorat qui se raréfie, elles n'ont pas su se renouveler ? Partager le sensible contemporain, allier l'esthétique (des cultures populaires) et la politique (l'histoire coloniale), étudier l'évolution du langage et des corps minoritaires, considérer



ANNEXE

l'humain plutôt que de le transformer sans cesse en statistique sur la pauvreté – tel pourrait être un regard généreux sur la réalité multiculturelle contemporaine, une réalité stimulante et complexe. Le mépris est, paraît-il, signe d'ignorance – y compris dans le petit monde intellectuel. Sans doute est-ce cette ignorance qui mène au constat que l'offre éditoriale des sciences dites « humaines » est, bien souvent, si peu humaine.



ÉGALEMENT CHEZ ÉDITIONS AMSTERDAM

Gopal Balakrishnan
L'ENNEMI

UN PORTRAIT INTELLECTUEL DE CARL SCHMITT
Traduit par Diane Meur

Sidi Mohammed Barkat
LE CORPS D'EXCEPTION

LES ARTIFICES DU POUVOIR COLONIAL ET LA DESTRUCTION DE LA VIE

Marie-Hélène Bourcier
QUEER ZONES

POLITIQUE DES IDENTITÉS SEXUELLES ET DES SAVOIRS
Édition revue et augmentée

Judith Butler
LE POUVOIR DES MOTS
POLITIQUE DU PERFORMATIF
Traduit par Charlotte Nordmann

Judith Butler
VIE PRÉCAIRE
LES POUVOIRS DU DEUIL ET DE LA VIOLENCE APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001
Traduit par Jérôme Rosanvallon et Jérôme Vidal

Judith Butler
HUMAIN, INHUMAIN
LE TRAVAIL CRITIQUE DES NORMES
ENTRETIENS
Traduit par Jérôme Vidal et Christine Vivier



Judith Butler
DÉFAIRE LE GENRE
Traduit par Maxime Cervulle

Yves Citton
L'ENVERS DE LA LIBERTÉ
L'INVENTION D'UN IMAGINAIRE SPINOZISTE DANS LA FRANCE DES LUMIÈRES
Collection *Caute!*

Éric Fassin
L'INVERSION DE LA QUESTION HOMOSEXUELLE

Eric Hobsbawm et Terence Ranger (dir.)
L'INVENTION DE LA TRADITION
Traduit par Christine Vivier

Washington Irving
HISTOIRE DE NEW YORK
DEPUIS LE COMMENCEMENT DU MONDE
JUSQU'À LA FIN DE LA DOMINATION HOLLANDAISE
PAR DIEDRICK KNICKERBOCKER
Édition établie par Valentin Fonteray

Jonathan I. Israel
LES LUMIÈRES RADICALES
LA PHILOSOPHIE, SPINOZA ET LA NAISSANCE DE LA MODERNITÉ (1650-1750)
Traduit par Pauline Hugues, Charlotte Nordmann et Jérôme Rosanvallon
Collection *Caute!*

Laurent Lévy
LE SPECTRE DU COMMUNAUTARISME
Collection Démocritique



Éric Macé
LES IMAGINAIRES MÉDIATIQUES
UNE SOCIOLOGIE POSTCRITIQUE DES MÉDIAS

Herman Melville
BARTLEBY
UNE HISTOIRE DE NEW YORK
Traduit par Jérôme Vidal

Herman Melville
BILLY BUDD, MATELOT
Traduit par Jérôme Vidal

Yann Moulier Boutang
LA RÉVOLTE DES BANLIEUES
OU LES HABITS NUS DE LA RÉPUBLIQUE

Multitudes n° 26
POSTCOLONIAL ET POLITIQUE DE L'HISTOIRE
Dossier dirigé par Yann Moulier Boutang et Jérôme Vidal

Charlotte Nordmann (dir.)
LE FOULARD ISLAMIQUE EN QUESTIONS
Collection démocritique

Charlotte Nordmann
BOURDIEU / RANCIÈRE
LA POLITIQUE ENTRE SOCIOLOGIE ET PHILOSOPHIE

Christelle Teraud (dir.)
LES FÉMINISMES EN QUESTIONS
ÉLÉMENTS POUR UNE CARTOGRAPHIE



Studs Terkel
WORKING

HISTOIRES ORALES DU TRAVAIL AUX ÉTATS-UNIS
Traduit par Denise Meunier et Aurélien Blanchard

Studs Terkel
« LA BONNE GUERRE »

HISTOIRES ORALES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE
Traduit par Christine Raguet

Simon Tyssot de Patot
VOYAGES ET AVENTURES DE JACQUES MASSÉ
Collection Bibliothèque des Lumières radicales

Vacarme n° 37
QUE PEUT UNE IMAGE ?

Slavoj Žižek
LACRIMAE RERUM
ESSAIS SUR KIESLOWSKI, HITCHCOCK, TARKOVSKI ET LYNCH
Traduit par Christine Vivier

Slavoj Žižek
VOUS AVEZ DIT TOTALITARISME ?
CINQ INTERVENTIONS SUR LES (MÉS)USAGES D'UNE NOTION
Traduit par Delphine Moreau et Jérôme Vidal



À PARAÎTRE CHEZ ÉDITIONS AMSTERDAM

Yann Moulier Boutang (dir.)
MULTITUDES
UNE ANTHOLOGIE

Giuseppe Cocco et Antonio Negri
GLOBAL
LUTTES ET BIOPOUVOIR À L'HEURE DE LA MONDIALISATION :
LE CAS EXEMPLAIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE
Traduit par Jeanne Revel

Antonio Negri
L'ANOMALIE SAUVAGE
Traduit par François Matheron
Collection *Caute!*

Laurent Bove, Tristan Dagron et Catherine Secrétan (dir.)
QU'EST-CE QUE LES LUMIÈRES « RADICALES » ?
LIBERTINAGE, ATHÉISME ET SPINOZISME
DANS LE TOURNANT PHILOSOPHIQUE DE L'ÂGE CLASSIQUE
Collection *Caute!*

Paul Gilroy
L'ATLANTIQUE NOIR
MODERNITÉ ET DOUBLE CONSCIENCE
Traduit par Jean-Philippe Henkel
Collection Kargo

Eve Kosofsky Sedgwick
ÉPISTÉMOLOGIE DU PLACARD
Traduit par Maxime Cervulle



Éditions Amsterdam a le plaisir de vous annoncer
son association avec les éditions Kargo, ainsi qu'avec les revues
Multitudes et *Vacarme*.

À partir de l'automne 2006, ces deux revues,
éditées par les associations Multitudes et Vacarme,
deviendront partenaires d'Éditions Amsterdam
et seront distribuées et diffusées par
Belles Lettres Diffusion Distribution.

Notre collaboration avec *Multitudes* se traduira en outre
par le lancement de deux collections d'essais :
Multitudes/Idées et Multitudes/Interventions

En 2007, les éditions Kargo poursuivront au sein
d'Éditions Amsterdam leur ambitieuse entreprise éditoriale
dans le cadre de la collection Kargo.

Pour en savoir plus sur *Multitudes*, *Vacarme* et Kargo :
<http://multitudes.samizdat.net>
<http://www.vacarme.eu.org>
<http://www.editionskargo.com>



CET OUVRAGE A ÉTÉ COMPOSÉ
EN GARAMONT AMSTERDAM DE CORPS 11,5
ET ACHÉVÉ D'IMPRIMER POUR LE COMPTE D'ÉDITIONS AMSTERDAM
PAR L'IMPRIMERIE EUROTEH À BREZJE (SLOVÉNIE)
EN OCTOBRE 2006

DÉPOT LÉGAL : OCTOBRE 2006

ISBN 2-915547-24-6





